

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1221

7 juin 2011

SOMMAIRE

Actelion One S.A.	58589	KB Lux Immo S.A.	58588
Allfin Holding Luxembourg Sàrl	58562	Lumedia Europe S.A.	58605
Apollo CTN S.à r.l.	58602	MAS ASSETS s.à r.l. SPF	58583
Battery Lux HoldCo II (Offshore) S.à r.l.	58589	Matériaux de Construction S.A.	58601
Braycott Investments S.à r.l.	58600	Millennium Sicav	58583
BRE/Larry Berlin II S.à r.l.	58590	Morgan Stanley Luxembourg Equity Hol- dings S.à r.l.	58596
Charger Lux HoldCo (Offshore) S.à r.l. ..	58597	P.M. Services S.à r.l.	58583
Charger Lux HoldCo (Onshore) S.à r.l. ..	58600	Polymer Invest S.A.	58597
De Michele-Wallheimer S.à r.l.	58583	Red & Black Topco S.à r.l.	58607
FCT Electronics Europe S.à r.l.	58598	Resolution III Glasgow Nominee S.à r.l. ..	58601
Garage Norbert BESTGEN	58601	Sitback S.à r.l.	58608
GEOPF Langenfeld G.P. S.à r.l.	58606	Société Immobilière du Parc des Exposi- tions de Luxembourg	58608
Gift World S.A.	58601	Tase Research S.à r.l.	58590
Grosvenor Continental Europe Holdings S.A.	58599	TIAA Lux 9 S.à r.l.	58572
Grosvenor French Retail Investments S.A.	58601	TMCZ Holdco II (Lux) S.à r.l.	58590
Grosvenor Investments (Portugal) S.à r.l.	58602	Tradeor IT S.A.	58589
HDZ Worldwide Sàrl	58572	Tullamore S.à r.l.	58573
IGIPT Europe S.A.	58606	Union Bancaire Privée (Luxembourg) S.A.	58597
Ilan's S.à r.l.	58607	Vêtements Bassani s.à r.l.	58608
Immo Petschend S.à r.l.	58607	Vicus S.A.	58606
Jarys S.A.	58562	Yanuda S.à r.l.	58600

Allfin Holding Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.500.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 138.090.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil de Gérance lors de sa réunion du 15 mars 2011 au siège social**4^{ème} résolution:*

Le Conseil de Gérance acte, avec effet immédiat, la démission de Monsieur Baudouin Mathieu, de son poste de Manager B.

Le Conseil de Gérance se compose dès lors comme suit:

- Mamix GALLE, Gérant A et représentant permanent
- Wolfgang BAERTZ, Gérant B
- Fernand PESCH, Gérant B
- Piet VERCRUYSE, Gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Signature**Un mandataire*

Référence de publication: 2011055346/21.

(110061945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2011.

Jarys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 159.576.

STATUTS

L'an deux mille onze, le dix-huit février.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1. Madame Maryse BLANCARD, épouse TIBERINI, née à Lourdes (France), le 28 mai 1947, demeurant au 20 Chemin des Falaises, CH-1196 Gland (Suisse);

2. Monsieur Marc LECLERCQ, né à Merksem (Belgique), le 10 avril 1956, demeurant à Dr.M. Timmermanslaan 62, B-2170 Anvers (Belgique),

ici représentés par Madame Christelle LANGLOIS, demeurant professionnellement à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, en vertu de deux procurations sous seing privé lui délivrées à Luxembourg, le 9 février 2011.

Lesquelles. procurations après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme, qu'ils déclarent constituer entre eux:

Titre I^{er} . - Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de JARYS S.A. (ci-après "la Société").

Art. 2. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique.

L'assemblée générale autorise le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique à transférer le siège social de la Société dans tout autre endroit de la même commune.

Par simple décision du conseil d'administration ou, le cas échéant, de l'administrateur unique, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation,

obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra procéder, par voie de placement privé, à l'émission d'actions et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts, convertibles ou non, et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toutes autres sociétés en vue de les détenir à terme. Elle pourra également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toutes autres sociétés en vue de les détenir à terme. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société pourra, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

De plus, la Société pourra développer, créer, diffuser, concéder des licences d'utilisation et gérer des sites internet, payants ou non. Elle pourra sous-traiter tout ou partie des opérations de développement, de création, de diffusion de sites internet à des tiers.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Titre II. - Capital - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 39.000,- (trente-neuf mille euros), représenté par 390 (trois cent quatre-vingt-dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique, sauf dispositions contraires de la loi.

Art. 6. Le capital autorisé est fixé à EUR 500.000,- (cinq cent mille euros) qui sera représenté par 5.000 (cinq mille) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est, pendant une période de cinq années à partir de la publication du présent acte au Mémorial C, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous formes d'actions, d'options, de warrants, d'émissions d'actions avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature, ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles de l'actionnaire vis-à-vis de la Société.

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver à l'actionnaire un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique aura fait constater authentiquement une variation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Art. 7. L'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, l'actionnaire unique peut décider la création d'une ou plusieurs classes d'actions et fixer des droits et conditions spécifiques attachés à chaque classe d'actions.

La Société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, procéder au rachat de ses propres actions.

Titre III. - Administration

Art. 8. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Ils sont nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années; ils sont rééligibles et toujours révocables avec ou sans motif.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Le nombre des administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique.

Le poste d'un administrateur sera vacant si:

- Il démissionne de son poste avec préavis à la Société, ou
- Il cesse d'être administrateur par application d'une disposition légale ou il se voit interdit par la loi d'occuper le poste d'administrateur, ou
- Il tombe en faillite ou fait un arrangement avec ses créanciers, ou
- Il est révoqué par une résolution des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, nommé par l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, par l'actionnaire unique, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Si la nomination faite par le conseil d'administration n'est pas ratifiée par cette assemblée, les délibérations prises avec l'administrateur et les actes accomplis par lui n'en seront pas moins valables.

Art. 9. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes d'administration et de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un administrateur unique, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 10. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes en faveur des actionnaires.

Art. 11. Le conseil d'administration choisira un président parmi ses membres. En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être confiée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou sur la convocation de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige.

Convocation écrite de toute réunion du conseil d'administration de la Société sera adressée à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du conseil d'administration de la Société et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, télex ou courrier électronique. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration de la Société se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, câble, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, étant admis.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence, conférence téléphonique ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Lorsqu'une réunion est effectuée par conférence téléphonique ou visioconférence, elle devra être initiée et présidée depuis Luxembourg. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 12. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par la personne nommée en son remplacement, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 13. Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion journalière, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La (Les) première(s) personne(s) à qui sera (seront) déléguée(s) la gestion journalière peut (peuvent) être nommée (s) par la première assemblée générale des actionnaires.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les activités de la Société ou d'une branche spéciale de celles-ci à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas nécessairement être membres du conseil d'administration ou actionnaires de la Société.

Art. 14. Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, par la signature individuelle de l'administrateur délégué dans le cadre de la gestion journalière ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera valablement engagée par sa seule signature.

Art. 15. Tous les litiges dans lesquels la Société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la Société par le conseil d'administration, représenté par son président ou par l'administrateur délégué à cet effet ou par l'administrateur unique, le cas échéant.

Les exploits pour ou contre la Société sont valablement faits au nom de la Société.

Dans les limites de la loi, chaque administrateur présent ou passé sera indemnisé sur les avoirs de la Société en cas de perte ou de responsabilité l'affectant du fait de l'exercice de sa fonction.

Titre IV. - Surveillance

Art. 16. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, par l'actionnaire unique pour une durée qui ne peut dépasser six ans. Ils sont rééligibles et toujours révocables avec ou sans motif.

Titre V. - Assemblée générale des actionnaires - Décisions de l'actionnaire unique

Art. 17. L'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net réservé aux actionnaires.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 18. L'assemblée générale annuelle se tiendra au siège social ou à tout autre endroit spécifié dans la convocation, le troisième jeudi du mois de juin à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Lorsqu'une assemblée est effectuée par conférence téléphonique ou visioconférence, elle devra être initiée et présidée depuis Luxembourg. L'assemblée tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Titre VI. - Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 19. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 20. L'excédent-favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la Société, des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice net de la Société. Il est prélevé cinq pour cent (5%) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve descend en dessous des dix pour cent du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, l'actionnaire unique déterminera, sur proposition du conseil d'administration ou de l'administrateur unique, de quelle façon le solde du bénéfice annuel net sera affecté.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 21. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, de l'actionnaire unique, statuant à la majorité des voix requises pour la modification des statuts. Si la Société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, par l'actionnaire unique, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Sauf décision contraire, le ou les liquidateur(s) aura (auront) les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la Société.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les actionnaires en proportion des actions détenues par eux.

Titre VIII. - Disposition générale

Art. 22. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an 2012.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été établis, les comparants déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

1. Madame Maryse BLANCARD, épouse TIBERINI, préqualifiée, cent quatre-vingt-quinze actions	195
2. Monsieur Marc LECLERCQ, préqualifié, cent quatre-vingt-quinze actions	195
Total: trois cent quatre-vingt-dix actions	390

Toutes les actions ont été entièrement libérées de sorte que la somme de EUR 39.000,- (trente-neuf mille euros) est à la disposition de la Société ainsi qu'il a en été prouvé au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

Frais

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à EUR 1.200,-

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants, ès-qualités qu'ils agissent, représentant la totalité du capital souscrit, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateur, leur mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016:

- Madame Maryse BLANCARD, épouse TIBERINI, préqualifiée;
- Monsieur Marc LECLERCQ, préqualifié;
- Monsieur Fabien LEGER, né le 27 octobre 1980 à Savigny-sur-Orge (France), demeurant professionnellement à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

Deuxième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016:

FIDUCIAIRE BEAUMANOIR S.A., société anonyme, ayant son siège à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 52.618.

Troisième résolution

Faisant usage de la faculté offerte par l'article 13 des statuts, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué de la Société Monsieur Marc LECLERCQ, prénommé, avec pouvoir de signature individuelle pour engager la Société dans le cadre de la gestion journalière.

Quatrième résolution

Le siège social de la Société est fixé à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

DONT ACTE, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que, sur la demande des comparants, le présent acte de société soit rédigé en langue française suivi d'une traduction anglaise. A la demande des mêmes comparants il est spécifié qu'en cas de différends entre la version anglaise et la version française, le texte français fera foi.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and eleven, on the eighteenth day of February.

Before Maître Martine DECKER, notary residing in Hesperange (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1. Mrs. Maryse BLANCARD, married name TIBERINI, born- in Lourdes (France), on May 28th, 1947, residing at 20 Chemin des Falaises, CH-1196 Gland (Switzerland);

2. Mr. Marc LECLERCQ, born in Merksem (Belgium), on April 10th 1956, residing at Dr.M.Timmermanslaan 62, B-2170 Anvers (Belgium),

here represented by Mrs. Christelle LANGLOIS, residing professionally at L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, by virtue of two powers of attorney given in Luxembourg, on February 9th, 2011.

The said powers of attorneys, initialed ne varietur by the proxy of the appearing parties and the notary, will remain attached to the present deed in order to be filed with it.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a public limited company (société anonyme) which they form between themselves:

Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby established a public limited company {société anonyme} under the name of JARYS S.A. (hereinafter "the Corporation").

Art. 2. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or, as the case may be, by a resolution of the sole shareholder.

The general meeting authorizes the board of directors or, as the case may be, the sole director to transfer the registered office of the Corporation in any other place within the same municipality.

By a simple resolution of the board of directors or, as the case may be, by the sole director, the Corporation may establish subsidiaries, branches, agencies or administrative offices as well in the Grand Duchy of Luxembourg as abroad.

Art. 3. The Corporation is established for an unlimited period of time.

Art. 4. The purpose of the Corporation is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Corporation may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and the management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever

The Corporation may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt which may be convertible and/or equity securities. The Corporation may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company which purpose is to ultimately hold interest in such financed other company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third Parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company which purpose is to ultimately hold interest in such secured other company. The Corporation may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Corporation may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Corporation against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

Moreover, the Corporation may develop, create, distribute, grant licenses for use and manage Internet websites, paying or free. It may subcontract all or part of the operations of development, creation, broadcasting of Internet websites to third parties.

The Corporation may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The subscribed share capital shall be EUR 39,000.- (thirty-nine thousand Euro), divided into 390 (three hundred and ninety) shares of one hundred Euro (100.- EUR) each.

The shares may be in registered or bearer form, or partly in registered form and partly in bearer form at the option of shareholders or, as the case may be, of the sole shareholder, subject to the restrictions foreseen by law.

Art. 6. The authorized capital is fixed at EUR 500,000.- (five hundred thousand Euro) which will be divided into 5,000 (five thousand) shares of one hundred Euro (100 - EUR) each.

The authorized and the subscribed capital of the Corporation may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders or, as the case may be, by the sole shareholder voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Furthermore, the board of directors or, as the case may be, the sole director is authorized, during a period of five years from the publication of the present deed in the Mémorial C, to increase in one or several times the subscribed capital within the limits of the authorized capital.

Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares, options, issuance of shares, with or without issue premium, fully paid in cash, in kind or offset against verified credits, payable by the shareholders to the Corporation.

The board of directors or, as the case may be, the sole director is specifically authorized to proceed to such issues without reserving for the then existing shareholders a preferential right to subscribe the shares to be issued.

The board of directors or, as the case may be, the sole director may delegate to any duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each raise of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article will be automatically adapted to this modification.

Art. 7. The general meeting of shareholders or, as the case may be, the sole shareholder may decide to create one or several classes of shares and to fix specific rights and conditions to be attached to each class of shares

The Corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

Title III. - Management

Art. 8. The Corporation is managed by a board of directors consisting in at least three members, whether shareholders or not. However, when the Corporation is formed by a sole shareholder or, it is established at a general meeting of shareholders, that the Corporation has only one shareholder left, the composition of the board of directors may be limited to one member until the ordinary general meeting of shareholders following the formal record of the existence of more than one shareholder.

The members of the board of directors shall be appointed by the general meeting for a period not exceeding six years; they shall be re-eligible and shall be removed at any time with or without cause.

When a legal person is appointed as a director of the Corporation, the legal entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the legal entity as sole director or as member of the board in accordance with article 51bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders or, as the case may be, by the sole shareholder.

The office of a director shall be vacated if:

- He resigns his office by notice to the Corporation, or
- He ceases by virtue of any provision of the law or he becomes prohibited or disqualified by law from being a director,
- He becomes bankrupt or makes any arrangement or composition with his creditors generally, or
- He is removed from office by a resolution of the shareholders

or, as the case may be, by the sole shareholder.

In the event of vacancy of a director, appointed by the general meeting of shareholders or, as the case may be, by the sole shareholder, the remaining directors may elect a director to fill such vacancy; in this case, the general meeting, during its next ordinary meeting, shall proceed to the final election.

If the appointment made by the board of directors is not ratified by the meeting, the resolutions taken with the director and the acts performed by him will be nonetheless valid.

Art. 9. The board of directors is invested with the broadest powers to perform all the acts of management and law regulations in compliance with the corporate purpose.

All powers not expressly reserved by law or by these articles to the general meeting fall within the competence of the board of directors.

When the Corporation has a sole director, he exercises the powers of the board of directors.

Art. 10. Subject to the provisions of article 72-2 of the amended law of August 10th, 1915 on commercial companies, the board of directors or, as the case may be, the sole director is authorized to pay interim dividends to shareholders.

Art. 11. The board of directors will elect from among its members a chairman. In his/her absence, the meeting will be presided by another member of the board present at the meeting.

The board of directors convenes upon call by the chairman or upon request of any two directors, at the place specified in the convening notice, as often as the interest of the Corporation so requires.

Written notice of any meeting of the board of directors of the Corporation shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the board of directors of the Corporation. Written notice may be given by postal mail, telefax or e-mail. No such written notice is required if all the members of the board of directors of the Corporation are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, of each member of the board of directors of the Corporation. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by decision of the board of directors of the Corporation.

The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Corporation's directors is present or represented at a meeting of the board. Any member of the board of directors of the Corporation may be represented at any meeting of the board of directors of the Corporation by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, another director as his or her proxy.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Any director may participate in a meeting of the board of directors of the Corporation by conference call initiated from Luxembourg or similar means of communication equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

A resolution of the board of directors may also be taken by circular form and result from one or several documents containing the resolutions and signed by all members of the board without exception. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 12. The minutes of all meetings of the board of directors shall be signed by the president or in his/her absence, by the person named in his/her replacement substitutes, or by two directors. Copies or extracts of the minutes to be produced in court or otherwise shall be signed by the chairman or two directors.

When the board of directors is composed of one member, this member will sign.

Art. 13. The board of directors or, as the case may be, the sole director may delegate its powers to run the daily management of the Corporation to one or more directors, administrators, managers or other agents, either shareholders or not.

The first(s) person(s) to whom will be delegated the daily management may be appointed by the first general meeting of shareholders.

It may also commit the management of all the affairs of the Corporation or of a special branch to one or more directors, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 14. Towards third parties, the Corporation shall be bound in any circumstances by the joint signatures of two directors, by the sole signature of the managing director within the framework of the daily management, or by the sole signature of a person delegated by the board within the limits of his/her powers.

When the board of directors is composed of one member, the Corporation will be bound by his sole signature.

Art. 15. Any litigation involving the Corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Corporation by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose or by the sole director, as the case may be.

The writs for or against the Corporation are validly issued in the name of the Corporation.

Within the limits of the law, present or past each director will be indemnified out of the assets of the Corporation for any loss or liability affecting him/her due to the exercise of his/her function.

Title IV. - Supervision

Art. 16. The Corporation is supervised by one or several statutory auditors, either shareholders or not, appointed by the general meeting of shareholders or, as the case may be, by the sole shareholder, for a term not exceeding six years. They shall be re-eligible and shall be removed at any time with or without cause.

Title V. - General meeting

Art. 17. The general meeting of shareholders shall represent all shareholders of the Corporation. It has the broadest powers to carry out or ratify every acts relating to the Corporation. It decides on the allocation and distribution of net profits to shareholders reserved.

When the Corporation has a sole shareholder, he shall exercise the powers vested in the general meeting of shareholders.

Art. 18. The annual meeting will be held at the registered office or at any place specified in the convening notices on the third Thursday of June of each year at 3.00 P.M.

If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such times and places specified in the convening notices of the meeting.

The quorum and period of time required by law shall govern the notice and the conduct of meetings of shareholders of the Corporation, if not otherwise is provided by these articles.

Each share is entitled to one vote. Each shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Corporation by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex.

Except as otherwise required by the law or by these articles, decisions at a meeting of the shareholders of the Corporation duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

The board of directors or, as the case may be, the sole director may determine all other conditions to be fulfilled by shareholders to take part in any meeting of shareholders.

If all shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Decisions taken during a meeting are recorded in the minutes signed by the officers and shareholders who request it. If the Corporation has a sole shareholder, his decisions are recorded in minutes.

Any shareholder may participate in a meeting of the shareholders of the Corporation by conference call or similar means of communication equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. When a meeting is conducted by conference call or videoconférence, it must be initiated and chaired from Luxembourg. The meeting held by such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Corporation.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 19. The accounting year of the Corporation shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year

Art. 20. After deduction of any and all of the expenses of the Corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the Corporation. Of the net profits, five percent (5%) shall be allocated to the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the Corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, the reserve falls below 10% of the capital of the Corporation.

The general meeting of shareholders or, as the case may be, the sole shareholder will decide, upon recommendation of the board of directors or the sole director, how the balance of annual net profits will be affected.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 21. The Corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders or, as the case may be, the sole shareholder. If the Corporation is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or, as the case may be, by the sole shareholder, which will specify their powers and fix their remuneration.

Unless otherwise decision, the liquidator(s) shall be vested with the broadest powers for the realization of assets and payment of liabilities of the Corporation

The assets, net of liabilities, shall be distributed among shareholders in proportion to the shares held by them.

Title VIII. - General provisions

Art. 22. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and the amendments thereto.

Transitory provisions

1. The first accounting year shall begin on the date of formation of the Corporation and shall terminate on December 31st, 2011.
2. The first general meeting of shareholders will take place in the year 2012.

Subscription and Payment

The articles of association having thus been established, the appearing parties declare to subscribe the whole capital as follows:

1. Mrs Maryse BLANCARD, married name TIBERINI, prequalified, one hundred and ninety-five shares.	195
2. Mr Marc LECLERCQ, prequalified, prequalified, one hundred and ninety-five shares.	195
Total: Three hundred and ninety shares	390

All the shares have been fully paid up, so that the amount of thirty nine thousand Euros (39,000.-EUR) is now available to the Corporation, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10, 1915 on commercial companies have been fulfilled.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Corporation incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately 1,200.-EUR.

Extraordinary general meeting

The above named parties, acting in the hereabove stated capacities, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having been duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The number of directors is fixed at three.

The following are appointed directors, their mandate expiring at the end of the ordinary general meeting to be held in the year 2016:

- Mrs. Maryse BLANCARD, married name TIBERINI, prequalified;
- Mr. Marc LECLERCQ, préqualifié;
- Mr. Fabien LEGER, born on October 27th, 1980 in Savigny-sur-Orge (France), having his professional address at L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

Second resolution

Has been appointed statutory auditor, his mandate expiring at the end of the ordinary general meeting to be held in the year 2016:

FIDUCIAIRE BEAUMANOIR S.A., a société anonyme having its registered office at L-1621 Luxembourg L-1621, 24, rue des Genêts, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 52618.

Third resolution

Following the faculty offered by the article 13 of the articles of association, the meeting appoints as the first managing director of the Corporation Mr. Marc LECLERCQ, prenamed, with power to bind the Corporation with his sole signature within the framework of the daily management.

Fourth resolution

The registered office of the Corporation is established in L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Hesperange, on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the proxy of the appearing persons, the said proxy of the appearing persons signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in French, followed by an English translation. On request of the same appearing persons and in case of disagreement between the French and the English text, the French version will prevail,

Signé: Langlois, M.Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 février 2011. Relation: LAC/2011/9198. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Benning.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 4 mars 2011.

MARTINE DECKER.

Référence de publication: 2011040759/519.

(110045011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

HDZ Worldwide Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 72B, Waïstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 127.185.

—
Extrait d'une cession de parts du 16 mars 2011

Il résulte d'une cession de parts reçue par le notaire Roger ARRENSDORFF de résidence à Mondorf-les-Bains en date du 16 mars 2011, concernant la société HDZ Worldwide SARL, avec siège social à L-5445 Schengen, 72b, Waïstrooss, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B127.185, que:

1. Pasqualino ZAMBITO, maître-maçon, demeurant à D-66333 Völklingen, Schwalbenstrasse 40, a cédé à Monika Christine KURTZ, Kauffrau, wohnhaft zu D-66123 Saarbrücken, Meißenwies 15, ses cent vingt-six (126) parts sociales de la susdite Société pour le prix de SIX MILLE TROIS CENTS EUROS (6.300.-€), avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2011.

2. Daniel DILGER, commerçant, demeurant à D-66123 Sarrebruck, Senator-Richard-Becker Strasse 12, agissant en sa qualité de gérant, accepte au nom de la Société la cession qui précède, conformément à l'article 1690 du Code Civil et dispense la cessionnaire à faire signifier ladite cession à la Société, déclarant n'avoir aucune opposition et aucun empêchement à faire valoir qui puissent arrêter son effet.

3. Monika Christine KURTZ, préqualifiée, donne son agrément en ce qui concerne la cession de parts visée ci-avant.

4. Suite à la cession de parts qui précède le capital social de la société se répartit désormais comme suit:

- Monika Christine KURTZ, susdite, deux cent cinquante-deux parts sociales 252

Total: Deux cent cinquante-deux parts sociales 252

Enregistré à Remich, le 21 mars 2011. REM 2011 / 383. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXTRAIT CONFORME, délivré à des fins administratives.

Mondorf-les-Bains, le 29 mars 2011.

Référence de publication: 2011043816/27.

(110049922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

TIAA Lux 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.702.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 133.015.

—
Par résolutions prises en date du 8 mars 2011, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Michael Trevor, avec adresse au 730, Third Avenue, 10017 New York, Etats Unis, de son mandat de gérant, avec effet

2. Nomination de Mark J. Wood, avec adresse au 730, Third Avenue, 10017 New York, Etats Unis, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 6 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011049941/14.

(110055933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Tullamore S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 135.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 121.002.

In the year two thousand and ten, on the twenty-first day of the month of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

DHC Luxembourg IV S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg (the "RCS") under number B 121.012, represented by Me Toinon Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 20 December 2010, being the sole shareholder of "Tullamore S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, and being registered with the RCS under number B 121.002, incorporated on 13th October 2006 by deed of the undersigned notary published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2234 of 29 November 2006. The articles of association of the Company were last amended on 9 December 2010, published in the Mémorial number 316 of 12 February 2010.

The appearing party declared and requested the notary to record that:

I. The sole shareholder of the Company holds all two thousand eight hundred seven (2,807) Class TT Shares and all three thousand nine hundred fourteen (3,914) Class TS Shares in issue in the Company, so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

II. The items on which resolutions are to be passed are as follows:

1. Creation of two (2) new classes of shares, namely the Class TL (CG) and the Class TL (I); determination of the rights and obligations of such classes as set forth in the amended and restated articles of incorporation of the Company under item 3 of the present agenda; increase of the issued share capital of the Company by the issue of two thousand seven hundred (2,700) Class TL (CG) shares and two thousand seven hundred (2,700) Class TL (I) shares, each with a nominal value of twenty five Euro (€ 25), to the sole shareholder of the Company for an aggregate subscription price of one hundred thirty-five thousand Euro (€ 135,000); subscription to such new shares by the sole shareholder of the Company and payment of the said subscription price by the contribution in kind of a claim against the Company; confirmation of the subscription price of such new shares and valuation of the contribution in kind with respect to the subscription price of the new shares;

2. Reduction of the issued share capital of the Company by an amount of one hundred and sixty-eight thousand and twenty-five Euro (€ 168,025), without payment to the sole shareholder of the Company, by the cancellation of all two thousand eight hundred seven (2,807) Class TT Shares and all three thousand nine hundred fourteen (3,914) Class TS Shares; allocation of the share capital reduction amount in absorption of losses (if any) and the share capital reduction amount remaining after such allocation to the share premium of the Company; and consequential amendment of the articles of incorporation of the Company as set forth under item 3 of the present agenda, including the deletion of all references to such shares and classes;

3. Amendment and restatement of the Company's articles of incorporation substantially in the form attached to the proxy for the present extraordinary decision of the Company's sole shareholder.

Thereafter, the following resolutions were passed:

First resolution

It is resolved to create two (2) new classes of shares, namely the Class TL (CG) and the Class TL (I), and to determine the rights and obligations of such classes as set forth in the amended and restated articles of incorporation of the Company under the third resolution below.

It is resolved to increase the issued share capital of the Company by the issue of two thousand seven hundred (2,700) Class TL (CG) shares and two thousand seven hundred (2,700) Class TL (I) shares, each with a nominal value of twenty-five Euro (€ 25), to the sole shareholder of the Company for an aggregate subscription price of one hundred thirty-five thousand Euro (€ 135,000).

Thereupon, the sole shareholder of the Company, represented by Me Toinon Hoss, prenamed, subscribed to all two thousand seven hundred (2,700) Class TL (CG) shares and two thousand seven hundred (2,700) Class TL (I) shares and fully paid the subscription price of such new shares of twenty-five Euro (€ 25) per share, being a total subscription price of one hundred thirty-five thousand Euro (€ 135,000), by the contribution in kind of a claim against the Company.

Evidence of such contribution in kind to the Company was shown to the undersigned notary.

The contribution in kind has been the subject of a valuation report of the Company's board of managers, the conclusion of which reads as follows:

“In view of the above, the Board of Managers considers that the total value of the Contribution in Kind corresponds to € 135,000 being equal to the subscription price of € 135,000 of all 2,700 Class TL (CG) Shares and 2,700 Class TL (I) Shares to be issued against such Contribution in Kind so that the total aggregate value of the Contribution in Kind corresponds to the total subscription price of all the Shares to be issued.”

It was resolved to confirm the subscription price of such new shares and the valuation of the contribution in kind with respect to the subscription price of the new shares so issued.

Second resolution

It is resolved to reduce the issued share capital of the Company by an amount of one hundred and sixty-eight thousand and twenty-five Euro (€ 168,025), without payment to the sole shareholder of the Company, by the cancellation of all two thousand eight hundred seven (2,807) Class TT Shares and all three thousand nine hundred fourteen (3,914) Class TS Shares and to allocate the share capital reduction amount in absorption of losses (if any) and the share capital reduction amount remaining after such allocation to the share premium of the Company. It is further resolved to consequentially amend the articles of incorporation of the Company as set forth under the third resolution hereof, including the deletion of all references to such shares and classes.

Third resolution

It is resolved to amend and restate the articles of incorporation of the Company in their entirety to be read as follows:

“ **Art. 1. Name.** Between the initial subscribers and those who become holders of the Shares (parts sociales) thereafter, a limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name Tullamore S.à.r.l (the "Company") is constituted and existing, governed by these Articles of Incorporation and the relevant legislation.

Art. 2. Object, Purpose. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, preferred equity certificates and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg.

The Company may borrow in any form and provide security for its borrowings and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures as well as any other securities or certificates including notes, certificates or other instruments convertible into Shares.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or security or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or its affiliates entities or any other entity it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period. The Company does not come to an end by the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any Shareholder.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary General Meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles of Incorporation.

4.2 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the Board of Managers.

4.3 The Company may have offices and branches in Luxembourg.

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company has an issued and subscribed fully paid-up capital of one hundred and thirty-five thousand euro (€135,000) divided into two thousand and seven hundred (2,700) Class TL (I) Shares and two thousand and seven hundred (2,700) Class TL (CG) Shares each with a nominal value of twenty five Euro (€25).

5.2 The share capital may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles.

5.3 Any share premium of the Company shall be freely distributable in accordance with the provisions of these Articles.

Art. 6. Board of Managers.

6.1 The Company is managed as determined by the General Meeting by the Board of Managers appointed as a collegiate body by the General Meeting of Shareholders in accordance with the provisions set out hereafter. The Managers need not be Shareholders. The Board of Managers shall comprise (other than in case of a vacancy for reasons of resignation, revocation or otherwise) of the number of members determined by the General Meeting of Shareholders by a resolution of Shareholders and duly recorded in the minutes of such Meeting.

6.2 The Board Members are appointed and removed from office by the General Meeting of Shareholders resolving at the simple majority of the issued share capital pursuant to Article 12, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the Managers are appointed for an undetermined period. The Managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

Art. 7. Board Proceedings.

7.1 The Board of Managers may elect a chairman among its members.

7.2 The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the Managers is present or represented at a meeting.

Meetings of the Board of Managers shall be called by the chairman of the Board of Managers, or by any Board Member with at least two (2) days prior notice, unless corporate affairs require a shorter notice period or for urgency (down to two (2) hours). The convening notice may be waived by the unanimous consent given in writing or by fax or email by all Managers. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

7.3 Any Manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference-call or by other similar means of communication.

7.4 Decisions of the Board of Managers shall be taken by the favourable votes of the majority of the Board Members present or represented at the relevant meeting.

7.5 The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman of the Board or the chairman of the meeting or by any Manager. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the Board or by any Manager or as resolved by the Board.

Art. 8. Board Powers, Binding Signatures.

8.1 The Board of Managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the Articles of Incorporation to the General Meeting or the prior authorisation of the General Meeting shall be within the competence of the Board of Managers. Vis-à-vis third parties the Board of Managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the Articles of Incorporation to the General Meeting or the prior authorisation of the General Meeting or as may be provided herein.

8.2 The Company will be bound by the signature of any one of the Managers or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the Board of Managers or by any Manager.

Art. 9. Conflicts. No contract or other transaction between the Company and any other corporation or entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Company is interested in or is a manager, officer or employee of such other corporation or entity. Any Manager or officer of the Company who serves as manager, officer or employee of any corporation or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not solely by reason of such affiliation with such other corporation or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 10. Manager and Officer Indemnification.

10.1 Subject to the exceptions and limitations in Article 10.3 below every person who is, or has been, a Manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved in as a party or otherwise by virtue of him being or having been a Manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

10.2 The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

10.3 No indemnification shall be provided to any Manager or officer against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office or in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the Board of Managers. No indemnification will be provided in defending proceedings (criminal) in which that Manager or officer is convicted of an offence.

10.4 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any Manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including Managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

10.5 Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof

upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article 10.

Art. 11. Transfer of Shares. The Shares are freely transferable among the Shareholders. Any transfers of Shares to persons other than the Shareholders (the "non-Shareholders") shall always be subject to the approval of Shareholders holding at least 75% (three-quarters) of the share capital (of whatever Class) of the Company, and will be effective and recognised by the Company only if realised in compliance with, the provisions set out in these Articles of Incorporation. Any inscription of a transfer of Shares will be subject to compliance with the provisions set out in the present Articles of Incorporation.

Art. 12. Shareholder Decisions.

12.1 Shareholders' decisions are taken by the General Meeting of Shareholders. However, the holding of a meeting is not compulsory as long as the number of Shareholders is less than twenty-five (25) and in such case Shareholders' resolutions may be validly passed in writing. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of Shareholders of the Company. All Shares in issue (regardless of Class or category) shall vote as a single class.

12.2 Each Shareholder may take part in General Meetings or written resolutions. Each Shareholder has a number of votes equal to the number of Shares (of whatever class) he owns and may validly act at any meeting of Shareholders through a special proxy.

12.3 Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail or courier to Shareholders to their address appearing in the register of Shareholders held by the Company at least five (5) days prior to the date of the Meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the Meeting may be validly held without prior notice. In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the Shareholders at their addresses inscribed in the register of Shareholders held by the Company at least five (5) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as set out herein for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolutions may be passed at any time without prior notice.

12.4 (i) Except as otherwise provided herein, decisions of the General Meeting shall be validly adopted if approved by Shareholders representing more than half of the corporate capital; (ii) however, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation must be taken by (x) a majority of the Shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital; and (iii) decisions to change the nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing 100% of the issued share capital.

12.5 In case and for as long as the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, an annual General Meeting shall be held on 30th May at 11.30 a.m. of each year. If such day is not a business day in Luxembourg, the Meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 13. Accounting Year. The accounting year of the Company begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 14. Annual Accounts, Auditor.

14.1 Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the Board of Managers.

14.2 The operations of the Company shall, if the Company has more than twenty-five (25) Shareholders be subject to the supervision of a statutory auditor. In such case the statutory auditor shall be elected by the General Meeting of Shareholders. Such statutory auditor in office may be removed at any time by the General Meeting of Shareholders with or without cause.

Art. 15. Dividends.

15.1 Out of the total net profits of the Company an amount equal to five percent (5%) shall be allocated to a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company. In case of a reduction of share capital, the legal reserve (to the extent it is at least equal to 10% of the issued share capital) may be decreased accordingly. The remainder of the total net profits of the Company may be distributed in accordance with (or allocated to the reserves of the Company) the following provisions of this Article 15.

15.2 The Shareholders may decide to pay interim dividends in accordance with the provisions of Article 15.3.1, on the basis of interim accounts prepared by the Board of Managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the total amount to be distributed may not exceed net profits realised by the Company since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves (including available premium) but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law and previous distributions.

15.3 The share premium account may be distributed to the Shareholders upon decision of a General Meeting of Shareholders in accordance with the provisions of Article 15.3.1. The General Meeting of Shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

15.3.1 Any distribution of dividends out of net profits, retained earnings and/or available share premium or reserves shall be made equally to the Shareholders holding Shares (in accordance with and subject to the Class TL (I) Entitlements and the Class TL (CG) Entitlements) pro rata to their holding in the relevant Class of Shares (in accordance with and subject to the Class TL (I) Entitlements and the Class TL (CG) Entitlements).

Art. 16. Dissolution, Liquidation.

16.1 In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be Shareholders and who are appointed by the General Meeting of Shareholders who will specify their powers and remunerations.

16.2 Once all debts, charges and liquidation expenses have been met, any balance resulting shall be paid to all holders of Shares in the Company (in accordance with and subject to the Class TL (I) Entitlements and the Class TL (CG) Entitlements) pro rata to their holding in the relevant Class of Shares (in accordance with and subject to the Class TL (I) Entitlements and the Class TL (CG) Entitlements).

Art. 17. Sole Shareholder. If, and as long as one Shareholder holds all the Shares of the Company, the Company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 18. Definitions.

Articles means the articles of incorporation of the Company from time to

Articles	means the articles of incorporation of the Company from time to time.
Board or Board of Managers	means the board of managers (conseil de gérance) of the Company from time to time.
Capital Gains	means any gain or profit of the Company arising from a disposal, transfer or like operations of the Company's investments.
Class	means any class of Shares of the Company.
Class TL (CG) Entitlements	means the entitlement of the Class TL (CG) Shares to any distribution (in any form including as dividends, liquidation proceeds or repurchase or redemption payments) resulting from Capital Gains (excluding for the avoidance of doubt income from any other source).
Class TL (CG) Shares	means the Shares of Class TL (CG) with such rights, obligations and entitlements as set forth in the present Articles.
Class TL (I) Entitlements	means the entitlement of the Class TL (I) Shares to any distribution (in any form including as dividends, liquidation proceeds or repurchase or redemption payments) resulting from sources other than Capital Gains.
Class TL (I) Shares	means the Shares of Class TL (I) with such rights, obligations and entitlements as set forth in the present Articles.
General Meeting	means the general meeting of Shareholders of the Company (or as the case may be to the extent permitted by law, written resolution of the Shareholders).
Managers	means the members of the Board (gérant) from time to time.
Shareholders	means the holders of Shares in the Company.
Shares	means all or any shares (parts sociales) of the Company regardless of Class.

Art. 19. Applicable law. For anything not dealt with in the present Articles of Incorporation, the Shareholders refer to the relevant legislation."

There being no further items on the agenda, the decision of the sole shareholder of the Company was thereupon closed.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present resolutions are estimated at EUR 2,000.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing party hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt et unième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

DHC Luxembourg IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le «RCS») sous le numéro Luxembourg B 121.012, représentée par Me Toinon Hoss, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 20 décembre 2010, l'associé unique de «Tullamore S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, et inscrite auprès du RCS sous le numéro B 121.002, constituée le 13 octobre 2006 suivant acte reçu du notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2234 du 29 novembre 2006. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 9 décembre 2010, publié au Mémorial numéro 316 du 12 février 2010.

Le partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. L'associé unique détient toutes les deux mille huit cent sept (2.807) Parts Sociales de Classe TT et toutes les trois mille neuf cent quatorze (3.914) Parts Sociales de Classe TS émises dans la Société de sorte que des décisions peuvent valablement être prises sur tous les points portés à l'ordre du jour.

II. Les points sur lesquels des résolutions doivent être passées sont les suivants:

1. Création de deux (2) nouvelles classes de parts sociales, à savoir la Classe TL(CG) et la Classe TL(I); détermination des droits et obligations de ces classes tels qu'indiqués dans les statuts modifiés et refondus de la Société conformément au point 3 du présent ordre du jour; augmentation du capital social émis de la Société par l'émission de deux mille sept cent (2.700) parts sociales de Classe TL(CG) et deux mille sept cent (2.700) parts sociales de Classe TL(I), d'une valeur de vingt-cinq Euros (€ 25) chacune, à l'associé unique de la Société pour un prix de souscription total de cent trente-cinq mille Euros (€ 135.000); souscription à ces nouvelles parts sociales par l'associé unique de la Société et libération de ce prix de souscription par l'apport en nature d'une créance envers la Société; confirmation du prix de souscription de ces nouvelles parts sociales et évaluation de l'apport en nature en relation avec le prix de souscription des nouvelles parts sociales;

2. Réduction du capital social émis de la Société d'un montant de cent soixante-huit mille vingt-cinq Euros (€ 168.025) sans paiement à l'associé unique de la Société, par l'annulation de toutes les deux mille huit cent sept (2.807) Parts Sociales de Classe TT et de toutes les trois mille neuf cent quatorze (3.914) Parts Sociales de Classe TS; allocation du montant de la réduction du capital social en absorption des pertes (le cas échéant) et le solde du montant de la réduction du capital social après cette allocation à la prime d'émission de la Société; et modification subséquente des statuts de la Société tel qu'indiqué au point 3 du présent ordre du jour, y compris la suppression de toutes les références à ces parts sociales et classe;

3. Modification et refonte des statuts de la Société substantiellement dans la forme annexée à la procuration pour la présente décision extraordinaire de l'associé unique de la Société.

A la suite de quoi, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution

Il est décidé de créer deux (2) nouvelles classes de parts sociales, à savoir la Classe TL(CG) et la Classe TL(I), et de déterminer les droits et obligations de ces classes tels qu'indiqués dans les statuts modifiés et refondus de la Société conformément à la troisième résolution ci-après.

Il est décidé d'augmenter le capital social émis de la Société par l'émission de deux mille sept cent (2.700) parts sociales de Classe TL(CG) et deux mille sept cent (2.700) parts sociales de Classe TL(I), d'une valeur de vingt-cinq Euros (€ 25) chacune, à l'associé unique de la Société pour un prix de souscription total de cent trente-cinq mille Euros (€ 135.000).

A la suite de quoi, l'associé unique de la Société, représenté par Me Toinon Hoss, prénommée, a souscrit à toutes les deux mille sept cent (2.700) parts sociales de Classe TL(CG) et deux mille sept cent (2.700) parts sociales de Classe TL(I) et a entièrement libéré le prix de souscription de ces nouvelles parts sociales de vingt-cinq Euros (€ 25) chacune, représentant un prix de souscription total de cent trente-cinq mille Euros (€ 135.000), par l'apport en nature d'une créance envers la Société.

Preuve de l'apport en nature à la Société a été montrée au notaire soussigné.

L'apport en nature a fait l'objet d'un rapport d'évaluation du conseil de gérance de la Société, dont la conclusion est la suivante:

«Au vu de ce qui précède, le Conseil de Gérance estime que la valeur totale de l'Apport en Nature correspond à € 135.000, étant égal au prix de souscription de € 135.000 de toutes les 2.700 Parts Sociales de Classe TL(CG) et 2.700 Parts Sociales de Classe TL(I) devant être émises en contrepartie de cet Apport en Nature de sorte que la valeur totale de l'Apport en Nature correspond au prix de souscription total de toutes les Parts Sociales devant être émises.»

Il a été décidé de confirmer le prix de souscription de ces nouvelles parts sociales et l'évaluation de l'apport en nature en relation avec le prix de souscription des nouvelles parts sociales ainsi émises.

Deuxième résolution

Il est décidé de réduire le capital social émis de la Société d'un montant de cent soixante-huit mille vingt-cinq Euros (€ 168.025) sans paiement à l'associé unique de la Société, par l'annulation de toutes les deux mille huit cent sept (2.807) Parts Sociales de Classe TT et de toutes les trois mille neuf cent quatorze (3.914) Parts Sociales de Classe TS et d'allouer le montant de la réduction du capital social en absorption des pertes (le cas échéant) et le solde du montant de la réduction du capital social après cette allocation à la prime d'émission de la Société. Il est ensuite décidé de modifier en conséquence les statuts de la Société tel qu'indiqué à la troisième résolution ci-après, y compris la suppression de toutes les références à ces parts sociales et classe.

Troisième résolution

Il est décidé de modifier et refonder les statuts de la Société dans leur intégralité afin qu'ils aient la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il est créé et existe entre les souscripteurs initiaux et tous ceux qui deviendront détenteurs de Parts Sociales par la suite une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Tullamore S.à r.l. (la «Société») régie par les présents Statuts et la loi applicable.

Art. 2. Objet Social. L'objet de la Société est la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, ou dans d'autres entités, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que le transfert par vente, échange ou autrement, d'actions, obligations, certificats de créance, notes, certificats préférentiels et autres valeurs mobilières de toute espèce et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société pourra également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales établies à Luxembourg.

La Société pourra emprunter de quelque manière que ce soit et octroyer des sûretés sur ses emprunts et procéder par voie privée à l'émission d'obligations et de certificats de créance ainsi que d'autres titres ou certificats, y inclus des obligations, certificats ou autres instruments convertibles en Parts Sociales.

De manière générale, elle pourra prêter assistance (que ce soit par le biais de prêts, d'avances, de garanties, de sûretés ou autrement) à des sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou ses entités affiliées ou toute autre entité que la Société juge appropriée. Elle pourra prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et procéder à toute opération qu'elle estimera nécessaire à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Finalement, la Société pourra réaliser toutes les opérations commerciales, techniques, financières ou autre qui sont en relation directe ou indirecte dans tous les domaines afin de faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. La Société n'est pas dissoute par le décès, la suspension des droits civils, la faillite ou l'insolvabilité de l'un de ses Associés.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision d'une Assemblée Générale extraordinaire de ses associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des Statuts.

4.2 Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du Conseil de Gérance.

4.3 La Société peut avoir des bureaux et des succursales au Luxembourg.

Art. 5. Capital Social.

5.1 La Société a un capital social émis et souscrit entièrement libéré de cent trente-cinq mille Euros (€ 135.000) divisé en deux mille sept cent (2.700) Parts Sociales de Classe TL(I) et deux mille sept cent (2.700) Parts Sociales de Classe TL (CG) d'une valeur nominale d'un euro (€ 1) chacune.

5.2 Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

5.3 Toute prime d'émission disponible sera librement distribuable conformément aux dispositions des présents Statuts.

Art. 6. Conseil de Gérance.

6.1 La Société est gérée tel que déterminé par le Conseil de Gérance nommé comme un organe collégial par l'Assemblée Générale des Associés conformément aux dispositions reprises ci-après. Les Gérants n'ont pas besoin d'être Associés. Le Conseil de Gérance comprend (sauf en cas de vacance suite à une démission, révocation ou autrement) le nombre de membres déterminé par l'Assemblée Générale des Associés par une résolution des Associés dûment consignée dans le procès-verbal de cette Assemblée.

6.2 Les Membres du Conseil sont nommés et révoqués par l'Assemblée Générale des Associés statuant à la majorité simple du capital social émis conformément à l'Article 12 qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs mandats. Si aucune durée n'est prévue, les Gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les Gérants pourront être réélus mais pourront aussi être révoqués avec ou sans cause (ad nutum) à tout moment.

Art. 7. Procédures au sein du Conseil.

7.1 Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres.

7.2. Le Conseil de Gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité des Gérants sont présents ou représentés à une réunion.

Les réunions du Conseil de Gérance seront convoquées par le président du Conseil de Gérance ou par deux Membres du Conseil moyennant avis de convocation donné au moins deux (2) jours avant la réunion, à moins que les affaires de la Société ne requièrent un préavis plus court ou en cas d'urgence (d'au moins deux (2) heures). Il pourra être renoncé à la nécessité de convoquer une réunion par un accord unanime de tous les Gérants donné par écrit ou par fax ou email. Des avis de convocation séparés ne seront pas nécessaires pour les réunions du Conseil de Gérance tenues aux dates et lieux déterminés selon un programme adopté antérieurement par une résolution du Conseil de Gérance.

7.3 Tout Gérant pourra participer à n'importe quelle réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires.

7.4 Les décisions du Conseil de Gérance sont prises moyennant vote favorable de la majorité des Membres du Conseil présents ou représentés à la réunion concernée.

7.5 Le procès-verbal des réunions du Conseil de Gérance devra être signé par le président du Conseil ou le président de la réunion ou par un Gérant. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui devront être produits dans des procédures judiciaires ou à toute autre fin devront être signés par le président du Conseil ou un Gérant ou tel que décidé par le Conseil de Gérance.

Art. 8. Pouvoirs du Conseil, Signatures engageant la Société.

8.1 Le Conseil de Gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans les limites de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale ou autorisation accordée préalablement par l'Assemblée Générale seront de la compétence du Conseil de Gérance. Vis-à-vis des tiers, le Conseil de Gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour faire, autoriser et approuver tous les actes et opérations relatifs à la Société qui ne sont pas réservés par la loi ou les Statuts à l'Assemblée Générale ou l'autorisation accordée préalablement par l'Assemblée Générale ou tel que cela pourra être prévu par les présents Statuts.

8.2 La Société sera engagée par la signature d'un Membre du Conseil ou par la signature conjointe ou individuelle de toute personne ou toutes personnes auxquelles ce pouvoir de signature aura été conféré par le Conseil de Gérance ou par un Gérant.

Art. 9. Conflits. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou entité ne sera affecté ou vicié par le fait qu'un ou plusieurs Gérants ou fondés de pouvoir de la Société ont un intérêt dans ou est dirigeant, fondé de pouvoir ou employé de cette autre société ou entité. Tout Gérant ou fondé de pouvoir de la Société agissant en qualité de dirigeant, fondé de pouvoir ou employé de toute société ou entité avec laquelle la Société a conclu un contrat ou est autrement en relation d'affaires ne sera, pour la seule raison de cette affiliation avec cette société ou entité, empêché de prendre part et de voter ou agir de toute manière en relation avec ce contrat ou cette autre affaire.

Art. 10. Indemnités des Gérants et des Fondés de Pouvoir.

10.1 Sous réserve des exceptions et limitations prévues à l'Article 11.3 ci-dessous, toute personne qui est, ou a été, un Gérant ou un fondé de pouvoir de la Société, sera indemnisée par la Société dans la mesure la plus large permise par la loi pour la responsabilité et toutes les dépenses raisonnables supportées ou payées par celui-ci en relation avec une prétention, action, poursuite ou procédure judiciaire qui le rend insolvable en tant que partie ou autrement en vertu du fait qu'il est ou a été Gérant ou fondé de pouvoir. Il sera également indemnisé pour tous les montants qu'il aurait payés ou supportés afin de régler les faits mentionnés ci-dessus.

10.2 Les termes «prétention», «action», «poursuite» ou «procédure judiciaire» s'appliqueront à toute prétention, action, poursuite ou procédure judiciaire (civiles, pénales ou autres, y compris les appels) actuels ou possibles et les termes «responsabilité» et «dépenses» incluront sans limitation les honoraires d'avocat, les coûts, jugements, montants payés en vertu d'une transaction et autres montants.

10.3 Aucune indemnisation ne sera due à un Gérant ou à un fondé de pouvoir en cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses Associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement de ses devoirs découlant de sa fonction ou en cas de transaction, à moins que la transaction n'ait été approuvée par une cour d'une juridiction compétente ou par le Conseil de Gérance. Aucune indemnisation ne sera due en procédure judiciaire de défense (criminelle) dans lequel ce Gérant ou Fondé de Pouvoir est déclaré coupable d'un acte délictueux.

10.4 Le droit d'être indemnisé tel que prévu par le présent article appartient à chaque Gérant et n'affectera pas tout autre droit dont un Gérant ou fondé de pouvoir pourrait bénéficier actuellement ou ultérieurement. Il subsistera à l'égard d'une personne ayant cessé d'être Gérant ou fondé de pouvoir et se transmettra aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions de cet article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont

pourrait bénéficier le personnel de la Société, en ce compris les Gérants et fondés de pouvoir en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

10.5 Les dépenses supportées en relation avec la préparation d'une défense et la représentation dans le cadre d'une prétention, action, poursuite ou procédure judiciaire telles que décrites dans cet article seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour compte du fondé de pouvoir ou le Gérant de rembourser ce montant s'il est finalement décidé qu'il n'aurait pas eu droit à une indemnisation conformément à l'Article 10.

Art. 11. Transfert de Parts Sociales. Les Parts Sociales seront librement transférables entre les Associés. Tout Transfert de Parts Sociales à des Personnes autres que les Associés (les «non-Associés») seront toujours sujets à l'approbation des Associés détenant au moins 75% (trois-quarts) du capital social (de toute classe) de la Société, et ne seront effectifs et reconnus par la Société que s'ils sont réalisés conformément aux dispositions prévues dans ces Statuts. Un Transfert de Parts Sociales ne pourra être inscrit que s'il a été réalisé conformément aux dispositions prévues par les présents Statuts.

Art. 12. Décisions des Associés.

12.1 Les décisions des Associés seront prises par l'Assemblée Générale des Associés. Toutefois, la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire aussi longtemps que le nombre des Associés est inférieur à vingt-cinq (25) et dans un tel cas, les décisions des Associés peuvent valablement être prises par écrit. Toute assemblée des Associés de la Société régulièrement constituée ou toute décision valablement prise par écrit (le cas échéant) représentera l'Assemblée Générale des Associés en tant qu'organe de la Société. Toutes les Parts Sociales émises (indépendamment de la Classe ou de la Catégorie) votent comme une classe unique.

12.2 Chaque Associé pourra prendre part aux Assemblées Générales ou aux décisions écrites. Chaque Associé aura un nombre de voix égal au nombre de Parts Sociales (de toute classe) qu'il détient et pourra valablement agir aux assemblées des Associés par l'intermédiaire d'un mandataire.

12.3 Les Assemblées seront convoquées moyennant un avis de convocation adressé par lettre recommandée ou courrier exprès aux Associés à leur adresse figurant dans le registre des Associés tenu par la Société au moins cinq (5) jours avant la date de l'Assemblée. Si l'entièreté du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'Assemblée pourra valablement se tenir sans avis de convocation. Dans le cas des décisions prises par écrit, le texte de ces décisions sera envoyé aux Associés à leur adresse figurant dans le registre des Associés tenu par la Société au moins cinq (5) jours avant la date effective proposée pour ces résolutions. Ces résolutions deviendront effectives moyennant l'accord de la majorité telle que prévue dans ces Statuts pour les décisions collectives (ou en respectant les conditions de majorité à la date prévue dans les présents Statuts). Les décisions écrites à l'unanimité pourront être passées à tout moment sans délai de préavis.

12.4 (i) A moins que ce soit prévu autrement dans les présents Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les Associés représentant plus de la moitié du capital social; (ii) cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des Associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis; et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les Associés représentant 100% du capital social émis.

12.5 Dans le cas où, et aussi longtemps que, la Société compte plus de vingt-cinq (25) Associés, une Assemblée Générale annuelle se tiendra chaque année, le 30 mai à 11.30 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable au Luxembourg, l'Assemblée se tiendra le jour ouvrable qui suivra immédiatement cette date.

Art. 13. Année comptable. L'année comptable de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 14. Comptes annuels, Commissaire aux comptes.

14.1 Chaque année, à la fin de l'année comptable, les comptes annuels de la Société seront préparés par le Conseil de Gérance.

14.2 Les opérations de la Société, si la Société compte plus de vingt-cinq (25) Associés, seront soumises au contrôle d'un commissaire aux comptes. Dans un tel cas, le commissaire aux comptes sera nommé par l'Assemblée Générale des Associés. Le commissaire aux comptes en fonction pourra être révoqué à tout moment par l'Assemblée Générale des Associés avec ou sans cause.

Art. 15. Dividendes.

15.1 Cinq pour cent (5%) du bénéfice net total de la Société sera placé sur un compte de réserve légale. Cette déduction cessera d'être obligatoire lorsque le compte de réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société. En cas de réduction de capital social, la réserve légale (dans la mesure où elle est au moins égale à 10% du capital social émis) pourra être diminuée en conséquence. Le solde du bénéfice net total de la Société peut être distribué conformément aux dispositions suivantes du présent Article 15 (ou être incorporé aux réserves de la Société).

15.2 Les Associés pourront décider de payer des dividendes intérimaires conformément aux dispositions de l'Article 15.3.1 sur base de Comptes Intérimaires préparés par le Conseil de Gérance, desquels il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant total à distribuer ne pourra pas excéder les bénéfices

net réalisés par la Société depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables (y compris la prime d'émission disponible) mais déduction faite des pertes reportées et des sommes devant être allouées à une réserve à constituer conformément à la loi et aux distributions précédentes.

15.3 Le compte de prime d'émission pourra être distribué aux Associés moyennant décision de l'Assemblée Générale des Associés conformément aux dispositions de l'Article 15.4. L'Assemblée Générale des Associés pourra décider d'allouer tout montant du compte de prime d'émission au compte de réserve légale.

15.3.1 Une distribution de dividendes à partir des bénéfices nets, comptes de primes et réserves disponibles se fera équitablement parmi les Associés détenant des Parts Sociales (conformément à, et sous réserve des Droits de la Classe TL(I) et des Droits de la Classe TL(CG)) au prorata de leur détention dans la Classe de Parts Sociales concernée (conformément à, et sous réserve des Droits de la Classe TL(I) et des Droits de la Classe TL(CG)).

Art. 16. Dissolution, Liquidation.

16.1 Dans le cas où la Société est dissoute, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs qui pourront, mais ne devront pas être Associés et qui seront nommés par l'Assemblée Générale des Associés qui spécifiera leurs pouvoirs et rémunérations.

16.2 Une fois toutes les dettes, charges et frais de liquidation réglés, tout solde en résultant sera payé à tous les détenteurs de Parts Sociales dans la Société (conformément à, et sous réserve des Droits de la Classe TL(I) et des Droits de la Classe TL(CG)) au prorata de leur détention dans la Classe de Parts Sociales concernée (conformément à, et sous réserve des Droits de la Classe TL(I) et des Droits de la Classe TL(CG)).

Art. 17. Associé unique Si, et aussi longtemps qu'un Associé réunit toutes les Parts Sociales entre ses seules mains, la Société existera comme une société unipersonnelle conformément à l'article 179(2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi seront applicables.

Art. 18. Définitions.

Assemblée Générale	Signifie l'assemblée générale des Associés de la Société (ou le cas échéant, dans la mesure permise par la loi, une résolution écrite des Associés)
Associés	Signifie les détenteurs de Parts Sociales dans la Société
Classe	Signifie une quelconque classe de Parts Sociales de la Société
Conseil ou Conseil de Gérance	Signifie le conseil de gérance de la Société de temps à autre
Droit de la Classe TL(CG)	Signifie le droit des Parts Sociales de la Classe TL(CG) à toute distribution (sous quelque forme que ce soit, y compris des dividendes, des bonis de liquidation ou le produit d'une vente ou d'un rachat) résultant des Revenus du Capital (à l'exclusion, afin d'éviter tout doute, de revenu de toute autre source)
Droit de la Classe TL(I)	Signifie le droit des Parts Sociales de la Classe TL(I) à toute distribution (sous quelque forme que ce soit, y compris des dividendes, des bonis de liquidation ou le produit d'une vente ou d'un rachat) résultant de sources autres que les Revenus du Capital
Gérants	Signifie les membres du Conseil de temps à autre
Parts Sociales	Signifie toutes ou une quelconque part sociale de la Société
Parts Sociales de la Classe TL(CG)	Signifie les Parts Sociales de la Classe TL(CG) ayant les droits, obligations prévus dans les présents Statuts
Parts Sociales de la Classe TL(I)	Signifie les Parts Sociales de la Classe TL(I) ayant les droits, obligations prévus dans les présents Statuts
Revenus du Capital	Signifie tous revenus ou bénéfices de la Société résultant d'une disposition, d'un transfert ou d'opérations similaires des investissements de la Société
Statuts	Signifie les statuts de la Société de temps à autre

Art. 19. Loi applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les Associés se réfèrent à la législation applicable.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la décision extraordinaire de l'associé unique a été clôturée.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunération ou charges, quelle que soit leur forme, seront payés par la Société suite à son augmentation du capital social et sont estimés à EUR 2.000,-.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante, ce procès-verbal est rédigé en anglais suivi par une traduction française, à la demande de la même partie comparante en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu ce procès-verbal, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: T. HOSS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 décembre 2010. Relation: LAC/2010/60085. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 mars 2011.

Référence de publication: 2011037635/564.

(110041274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

**P.M. Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. De Michele-Wallheimer S.à r.l.).**

Siège social: L-3550 Dudelange, 15, place de l'Hôtel de Ville.

R.C.S. Luxembourg B 153.579.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 28 mars 2011.

Référence de publication: 2011043900/11.

(110049500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

Millennium Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 71.571.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 14 avril 2011

En date du 14 avril 2011, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- d'accepter, avec effet au 12 octobre 2010, la démission de Monsieur Jorge Manuel Machado de Sousa Góis, en qualité d'Administrateur du Conseil d'Administration
- de ratifier la cooptation, avec effet au 12 octobre 2011, de Monsieur Acacio Jaime Liberado Mota Piloto, en qualité d'Administrateur, en remplacement de Monsieur Jorge Manuel Machado de Sousa Góis, démissionnaire
- de renouveler les mandats de Monsieur Acacio Jaime Liberado Mota Piloto, de Monsieur José Maria Oliveira da Cunha et de Monsieur Pedro Monteiro Cristiano Casquinho en qualité d'Administrateurs, pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2012

Luxembourg, le 18 avril 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Millennium Sicav

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2011054792/20.

(110061790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2011.

MAS ASSETS s.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-8035 Strassen, 3, Cité Pescher.

R.C.S. Luxembourg B 159.580.

STATUTES

In the year two thousand eleven, on the first of March.

Before Maître Alex WEBER, notary residing at Bascharage (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Mr. Marino SIGURJONSSON, economic adviser, born in Reykjavik (Iceland), on December 20th, 1972, residing at L-8035 Strassen, 3, Cité Pescher,

here represented by Mrs. Elena SANTAVICCA, private employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on February 3rd, 2011,

which proxy, after being signed "ne varietur" by the mandatory and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated before, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited company, which is hereby incorporated.

Art. 1. There is formed by the present appearing party mentioned above and all persons and entities who may become partners in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée), a family wealth management company, "société de gestion de patrimoine familial", in summary "SPF".

Art. 2. The sole object of the Company, to the exclusion of any commercial activity, is the acquisition, holding, management and disposal of, on the one hand, financial instruments within the meaning of the law of 5 August 2005 on financial guarantee contracts, and, on the other hand, of cash and assets of any kind held in a bank account.

As financial instruments within the meaning of the law of 5 August 2005 on financial guarantee contracts it is to be understood (a) all securities and other instruments, including, but not limited to, shares in companies and other instruments comparable to shares in companies, participations in companies and units in collective investment undertakings, bonds and other forms of debt instruments, certificates of deposit, loan notes and payment instruments; (b) securities which give the right to acquire shares, bonds or other instruments by subscription, purchase or exchange; (c) term financial instruments and instruments giving rise to a cash settlement (excluding instruments of payment), including money market instruments; (d) all other instruments evidencing ownership rights, claim rights or securities; (e) all other instruments related to financial underlyings, indices, commodities, precious metals, produce, metals or merchandise, other goods or risks; (f) claims related to the items described in sub-paragraphs a) to e) above or any rights pertaining to these items, whether these financial instruments are in physical form, dematerialized, transferable by book entry or delivery, bearer or registered, endorsable or not, and regardless of their governing law.

Generally speaking, the Company may implement any measure of surveillance or control and carry out any operation or transaction which it deems necessary or useful for the accomplishment and the development of its corporate object in the broadest manner possible, provided that the Company does not interfere in the management of the companies in which it holds participations, and remaining within the scope of the law on the SPF.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "MAS ASSETS s. à r.l. SPF»

Art. 5. The registered office is established in Strassen.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The Company's subscribed share capital is fixed at six hundred thousand euro (€ 600,000.-), divided in six hundred (600) shares having a par value of one thousand euro (€ 1.000.-) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders meeting, in accordance with article 14 of these articles of association.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the law of 10th August, 1915 on commercial companies.

Art. 11. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners will not bring the Company to an end.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general shareholders meeting, by a decision adopted by partners owning more than half of the share capital.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the individual signature of any member of the board of managers. The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may subdelegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly

Art. 14. Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

Art. 15. Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

Every meeting shall be held at the registered office or such other place as the managers may from time to time determine.

In case of resolution amending the articles of association duly taken by circular way, the votes shall be counted and the result of the vote shall be drawn up by the notarial minute, the whole by and at the request of the management or by any other duly authorised person delegated by the management.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

Art. 16. The Company's year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 17. Each year, with reference to December 31st, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. At the time of winding up the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Reference is made to the provisions of the law of August 10th, 1915, as amended and of the law on the SPF, for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

All the six hundred (600) shares have been subscribed by Mr. Marino SIGURJONSSON, prenamed.

The shares subscribed have been fully paid up by a payment in cash, so that the amount of six hundred thousand euro (€ 600,000.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31st, 2011.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand nine hundred euro (€ 1,900.-).

Decisions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation, the shareholder, representing the entire subscribed capital of the Company, has herewith adopted the following resolutions:

1) The number of managers is set at one. The shareholder appoints as sole manager of the Company for an unlimited period of time:

Mr. Marino SIGURJONSSON, prenamed.

2) The company shall be bound by the individual signature of the sole manager.

3) The registered office is established at L-8035 Strassen, 3, Cite Pescher.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn at Bascharage, at the notary's office, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder, the same signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille onze, le premier mars.

Par devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Marino SIGURJONSSON, conseiller économique, né à Reykjavik (Islande), le 20 décembre 1972, demeurant à L-8035 Strassen, 3, Cité Pescher,

ici représenté par Madame Elena SANTAVICCA, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 3 février 2011,

laquelle procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par la mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Le comparant, représenté comme dit ci-dessus, a requis le notaire soussigné de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par les comparants et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée, société de gestion de patrimoine familial, en abrégé «SPF».

Art. 2. La société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

Par instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières; (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la loi sur les SPF.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de «MAS ASSETS s. à r.l. SPF».

Art. 5. Le siège social est établi à Strassen.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social de la Société est fixé à six cent mille euros (€ 600.000,-), représenté par six cents (600) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (€ 1.000,-) chacune.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 14 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales peuvent être cédées, à condition d'observer les exigences de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 11. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un Conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du Conseil de gérance. En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de l'un quelconque des membres du Conseil de gérance. Le Conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du Conseil de gérance.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du Conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

Art. 15. Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toute assemblée se tiendra au siège social ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

En cas de décision modificative des statuts prise par voie circulaire, les votes émis seront dépouillés et le résultat du scrutin fera l'objet d'un procès-verbal établi par acte notarié, le tout par et à la requête de la gérance ou de toute autre personne à ce déléguée par la gérance.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

Art. 16. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 18. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 et à celles de la loi sur les SPF.

Souscription et Libération

Toutes les six cents (600) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Marino SIGURJONSSON, préqualifié.

Les parts ainsi souscrites ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de six cent mille euros (€ 600.000.-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2011.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement à mille neuf cents euros (€ 1.900.-).

Décisions de l'associée unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique, préqualifié, représentant la totalité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre de gérants est fixé à un. Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Marino SIGURJONSSON, préqualifié.

2) La société sera valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique.

3) Le siège social de la société est établi à L-8035 Strassen, 3, Cité Pescher.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande de ladite comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Bascharage, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: SANTAVICCA, A.WEBER.

Enregistré à Capellen, le 03 mars 2011. Relation: CAP/2011/836. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 10 mars 2011.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2011040767/267.

(110045191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2011.

KB Lux Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 43, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 31.404.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 22 mars 2011

Le mandat de Président du Conseil d'administration de Monsieur Philippe Paquay, né à Schaarbeck le 14/08/1958, et le mandat d'administrateur de Monsieur Guillaume de Groot-Herzog, né à Esch-sur-Alzette le 03/04/1960, sont confirmés.

Leur adresse professionnelle est au 43, Boulevard Royal à L-2955 Luxembourg. Leur mandat viendra à échéance à l'Assemblée qui se tiendra en 2014 pour approuver les chiffres de l'exercice 2013.

Certifié sincère et conforme

Pour KB Lux Immo S.A.

Olivier HUBERT / Guillaume DE GROOT-HERZOG

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011044943/16.

(110049493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

Actelion One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 144.685.

Extrait sincère et conforme des résolutions écrites de l'actionnaire unique adoptées le 22 mars 2011

Il résulte desdites résolutions que le mandat de commissaire aux comptes de la société anonyme Ernst & Young, établie et ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 7, Parc d'Activité Syrdall et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771 a été révoqué.

Il résulte des mêmes résolutions que la société anonyme Ernst & Young, établie et ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 7, Parc d'Activité Syrdall et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771 a été nommée en qualité de réviseur d'entreprise. Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale des associés de 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Actelion One S.A.

Référence de publication: 2011053322/17.

(110058683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Tradeor IT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7327 Steinsel, 35, rue J.-F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 136.554.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011049945/10.

(110055316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Battery Lux HoldCo II (Offshore) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5D, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 138.118.

Extrait de la résolution de l'associé unique du 28 janvier 2011

En date du 28 janvier 2011, l'associé unique de la société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Michael Butler, en tant que gérant de la société avec effet au 31 janvier 2011
- de nommer Monsieur John Mackenzie, né le 13 juillet 1977 à Glasgow, Ecosse, ayant comme adresse 9 Arundel Gardens London W11 2LN en tant que gérant de la société avec effet au 31 janvier 2011 et ce pour une durée indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011053338/18.

(110058866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

TMCZ Holdco II (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 121.872.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
TMCZ Holdco II (Lux) S.à r.l.
Société à responsabilité limitée
Signature
Un gérant

Référence de publication: 2011049944/14.

(110055601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Tase Research S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.
R.C.S. Luxembourg B 86.688.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011050131/10.

(110055625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

BRE/Larry Berlin II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 159.507.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the fourteenth day of February.

Before the undersigned Maître Francis Kessler, notary public, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

BRE/Larry Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500 and the registration of which with the Luxembourg trade and companies is still pending,

here represented by Ms. Patricia Sondhi, avocat, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal in Luxembourg 14 February 2011.

The said proxy, initialled ne varietur by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in the future, a société à responsabilité limitée (the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company is the acquisition, investment, development, promotion, sale, management, lease of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including (i) the direct or indirect holding of participations in companies the principal object of

which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties and (ii) the establishment of branches holding real estate in the Grand Duchy of Luxembourg.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will assume the name of “BRE/Larry Berlin II S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or the board of managers.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing at least three quarters of the share capital.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholders may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required if the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of managers, composed of at least two managers. In that case, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of two members of the board of managers.

The sole manager or the board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 12. In case of several managers, the board of managers shall choose from among its shareholders or its members a chairman, and may choose from among its shareholders a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the registered office of the Company.

The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in

writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 15. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 16. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 17. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital. The amendment of the articles of incorporation requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

Art. 18. If the Company is composed of a sole shareholder, the latter exercises the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of section XII of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Art. 19. At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 21. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the manager(s) prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders. Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by law.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The 500 shares have been subscribed by BRE/Larry Holdco S.à r.l., prenamed.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional provisions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the last day of December 2011.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (€ 1,200.-)

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders, representing the entirety of the subscribed capital of the Company, have passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.
2. BRE/Management 5 S.A., a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under section B number 151.600, is appointed manager of the Company for an indefinite period of time.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residences, said appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des englischen Textes:

Im Jahre zweitausendelf, den vierzehnten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Francis Kessler, mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

BRE/Larry Holdco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée gegründet und bestehen nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von 12.500 Euro, mit Gesellschaftssitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, deren Registrierung im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister noch ausstehend ist,

hier vertreten durch Frau Patricia Sondhi, avocat, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 14. Februar 2011.

Die Vollmacht bleibt nach Zeichnung ne variatur durch die Erschienene und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die Erschienene ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Hiermit wird zwischen dem jetzigen Inhabern der ausgegebenen Anteile und denjenigen, die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht (nachstehend die „Gesellschaft“) gegründet, die durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung, sowie durch nachstehende Satzung geregelt wird.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und die Verwirklichung sonstiger Investitionen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Ein zusätzlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, die Investition, die Entwicklung, die Förderung, der Verkauf, die Verwaltung von Grundstücken in Luxemburg oder im Ausland sowie alle Geschäfte in Zusammenhang mit diesen Grundstücken, einschließlich (i) der direkten oder indirekten Beteiligung an Gesellschaften deren Zweck der Erwerb, die Entwicklung, die Förderung, der Verkauf, die Verwaltung und/oder das Verpachten von Grundstücken ist und (ii) der Gründung von Filialen, die Grundstücke im Großherzogtum Luxemburg besitzen.

Die Gesellschaft kann zudem Gesellschaften, in denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder die der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen. Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

Die Gesellschaft wird insbesondere die Gesellschaften, an denen sie eine Beteiligung hält, mit den notwendigen Dienstleistungen in Bezug auf Verwaltung, Kontrolle und Verwertung versorgen. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft auf die Unterstützung anderer Berater zurückgreifen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit festgesetzt.

Art. 4. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „BRE/Larry Berlin II S.à r.l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt. Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Innerhalb desselben Bezirkes kann der Gesellschaftssitz durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrates verlegt werden.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in fünfhundert (500) Anteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) pro Anteil.

Jeder Anteil gewährt jeweils ein Stimmrecht bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 7. Die Änderung des Gesellschaftskapitals bedarf der Zustimmung (i) der Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die drei Viertel des Kapitals vertreten.

Art. 8. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil an. Miteigentümer eines einzelnen Anteils müssen eine Person ernennen, die beide gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 9. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung der Gesellschaftsanteile zu Lebzeiten an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragung von Todes wegen an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Keine Zustimmung ist erforderlich, wenn die Übertragung an Aszendente, Deszendente oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt nicht durch den Tod, die Aufhebung der Bürgerrechte, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter.

C. Geschäftsführung

Art. 11. Die Gesellschaft wird geführt durch einen oder mehrere Geschäftsführer. Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein.

Die Geschäftsführer werden von der Hauptversammlung ernannt. Die Hauptversammlung bestimmt auch die Dauer ihres Mandates. Die Geschäftsführer können jederzeit, ohne Angabe von Gründen aus ihren Funktionen entlassen werden.

Die Gesellschaft wird jederzeit durch den alleinigen Geschäftsführer verpflichtet.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch den Geschäftsführerrat, der aus mindestens zwei Geschäftsführern besteht, verwaltet. In diesem Fall wird die Gesellschaft jederzeit durch die Unterschrift von zwei Mitgliedern des Geschäftsführerrates verpflichtet.

Vollmachten werden durch den alleinigen Geschäftsführer oder den Geschäftsführerrat privatschriftlich erteilt, wobei Sondervollmachten nur aufgrund notariell beglaubigter Urkunde erteilt werden können.

Art. 12. Im Falle von mehreren Geschäftsführern wählt der Geschäftsführerrat aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und gegebenenfalls auch einen stellvertretenden Vorsitzenden. Er kann auch einen Sekretär bestellen, der nicht Mitglied des Geschäftsführerrates sein muss. Der Sekretär ist für das Führen der Protokolle der Geschäftsführersitzungen und der Gesellschafterversammlungen verantwortlich.

Dritten gegenüber ist der Geschäftsführerrat unbeschränkt bevollmächtigt, jederzeit im Namen der Gesellschaft zu handeln und Geschäfte und Handlungen zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Der Geschäftsführerrat wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei seiner Mitglieder einberufen.

Die Versammlungen finden am Gesellschaftssitz statt.

Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Geschäftsführerratsitzung. In seiner Abwesenheit kann der Geschäftsführerrat mit der Mehrheit der Anwesenden ein anderes Geschäftsführerratsmitglied zum vorläufigen Vorsitzenden ernennen.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates erhält mindestens vierundzwanzig Stunden vor Sitzungsdatum ein Einberufungsschreiben. Dies gilt nicht für den Fall einer Dringlichkeit, in dem die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Anhand schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gegebener Einwilligung eines jeden Geschäftsführerratsmitgliedes kann auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen des Geschäftsführerrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, die von einem vorherigen Beschluss des Geschäftsführerrates festgesetzt wurden.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrats kann sich in der Sitzung des Geschäftsführerrates aufgrund einer schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrates vertreten lassen. Ein Mitglied des Geschäftsführerrates kann mehrere andere Mitglieder des Geschäftsführerrates vertreten.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrats kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, unter der Bedingung, dass jeder Teilnehmer der Sitzung alle anderen verstehen kann. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung.

Der Geschäftsführerrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die einfache Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen seiner auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse des Geschäftsführerrates können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrere schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, unter der Bedingung, dass solche Beschlüsse schriftlich bestätigt werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das als Beweis der Beschlussfassung geltende Protokoll.

Art. 13. Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 14. Die Gesellschaft wird durch den Tod oder den Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchem Grund auch immer, nicht aufgelöst.

Art. 15. Es besteht keine persönliche Haftung der Gesellschafter für Verbindlichkeiten, die sie vorschriftsmäßig im Namen der Gesellschaft eingehen. Als Bevollmächtigte sind sie lediglich für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

D. Entscheidungen des alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 16. Jeder Gesellschafter kann an den Hauptversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Art. 17. Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Die Abänderung der Satzung benötigt die Zustimmung (i) der einfachen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 18. Sollte die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter haben, so übt dieser die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung, zustehen.

Art. 19. Die Zahl der Gesellschafter der Gesellschaft sollte zu keinem Zeitpunkt dreißig (30) überschreiten. Eine natürliche Person sollte zu keinem Zeitpunkt Gesellschafter der Gesellschaft werden können.

E. Geschäftsjahr - Konten - Gewinnausschüttungen

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 21. Am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres werden die Konten geschlossen und der oder die Geschäftsführer stellen ein Inventar auf, in dem sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 22. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung. Abschlagsdividenden können unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen ausgeschüttet werden.

F. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 23. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Hauptversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Hauptversammlung legt Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren fest. Die Liquidatoren haben alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögensgüter und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft bestehende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt.

Art. 24. Für alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte verweisen die Erschienenen auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung.

Zeichnung und Zahlung der Gesellschaftsanteile

Die fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile wurden von BRE/Larry Holdco S.à r.l., vorgeannt, gezeichnet.

Die gezeichneten Anteile wurden vollständig in bar einbezahlt, demgemäß verfügt die Gesellschaft über einen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), wie dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am letzten Tag des Monats Dezember 2011.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr eintausend zweihundert euro (€ 1.200,-) geschätzt.

Beschlüsse

Unverzüglich nach Gesellschaftsgründung haben die Gesellschafter, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertreten, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Adresse des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft befindet sich in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg.
2. BRE/Management 5 S.A., eine société anonyme bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Sektion B Nummer 151.600, wird auf unbestimmte Zeit zum Geschäftsführer ernannt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgeannten Parteien diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, der dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt ist, hat der Erschienene mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Signé: Sondhi, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 17 février 2011. Relation: EAC/2011/2249. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011038432/328.

(110043297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2011.

Morgan Stanley Luxembourg Equity Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 132.117.400,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 121.918.

Par résolutions signées en date du 19 avril 2011, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

Acceptation de la démission de Monsieur Todd RUSSELL LEE, avec adresse au 1585, Broadway, NY 10036 New York, Etats-Unis, de son mandat de gérant avec effet au 13 avril 2011.

Acceptation de la démission de Monsieur Eugene WONG LEE, avec adresse au 1, Austin Road West, CHN-Kowloon-Hong Kong, Chine, de son mandat de gérant avec effet au 10 février 2011.

Nomination de Monsieur Ian McMahon, avec adresse professionnelle au 6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, en tant que gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 avril 2011.

Pour la société

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Référence de publication: 2011054795/20.

(110061844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2011.

Union Bancaire Privée (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 9.471.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011050132/10.

(110055870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Charger Lux HoldCo (Offshore) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 65.694,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5D, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 138.248.

En date du 28 janvier 2011, l'associé unique de la société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Michael Butler, en tant que gérant de la société avec effet au 31 janvier 2011
- de nommer Monsieur John Mackenzie, né le 13 juillet 1977 à Glasgow, Ecosse, ayant comme adresse 9 Arundel Gardens London W11 2LN en tant que gérant de la société avec effet au 31 janvier 2011 et ce pour une durée indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011053345/17.

(110058826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Polymer Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 127.173.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 avril 2011.

L'Assemblée Générale accepte, à compter de ce jour, la démission de deux administrateurs, à savoir:

- Mademoiselle Michèle SCHMIT, administrateur, née le 23 mai 1979 à Luxembourg (Luxembourg), domicilié professionnellement au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg
- Monsieur Xavier GENOUD, administrateur, né le 03 mai 1977 à Besançon (France), domicilié professionnellement au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg

L'Assemblée Générale accepte, à compter de ce jour, de nommer deux administrateurs, à savoir:

- la société LUXGLOBAL MANAGEMENT S.à r.l avec siège social sis au 42-44, avenue de la gare L-1610 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 159.893.
- Monsieur Hendrik H.J. KEMMERLING, directeur de société, né le 22 mars 1965 à Heerlen (Pays-Bas), domicilié professionnellement au 42-44, avenue de la gare L-1610 Luxembourg

Leurs mandats expireront lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

Les administrateurs M. Claude ZIMMER et M. Marc THEISEN sont domiciliés professionnellement au 42-44, avenue de la gare, L-1610 Luxembourg et ce, avec effet immédiat.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2011054847/23.

(110062258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2011.

FCT Electronics Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 128.004.

DISSOLUTION

In the year two thousand and eleven, on the twentieth of February.

Before us, Maître Elvinger, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

FCT Electronics Group, Inc, a company incorporated in the State of Delaware, having its registered office at 615 Dupont Highway, 19901 Dover, Kent, Delaware, United States of America, registered with the Delaware Secretary of State – Division of corporations, under number 4334522;

hereby represented by Mrs Rachel UHL, lawyer, with professional address in Luxembourg by virtue of a proxy given on February 2011.

which proxy, signed “ne varietur” by the representative of the appearing party and by the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of FCT Electronics Europe S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 1, rue des Glacis L-1628 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), with a share capital of EUR 12,500, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B, under number 128004, incorporated following a deed of Maître Martine Schaeffer, on 12 April 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1364, of 5 July 2007, and whose articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger dated 16 April 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1383, of 5 June 2008 (the “Company”).

The Sole Shareholder represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the following:

- (i) that the Sole Shareholder is the sole shareholder of the Company;
- (ii) that the share capital of the Company is set at EUR 12,500 divided into 500 shares, having a par value of EUR 25 each;
- (iii) that the Sole Shareholder has decided to dissolve the Company with immediate effect;
- (iv) that the Sole Shareholder is appointed as liquidator of the Company;
- (v) that the Company has no outstanding liabilities other than a debt towards its Sole Shareholder;
- (vi) that the Sole Shareholder declares that it has or shall receive(d) all assets of the Company and that it shall assume all unknown liabilities (if any) at the present time;
- (vii) that the Company be and hereby is liquidated and that the liquidation is closed;
- (viii) that full discharge is granted to the sole manager of the Company for the exercise of his mandates; and
- (ix) that the books, documents and records of the Company shall be kept during a period of five years at the registered office of the Company or, as the case may be at the registered office of any assignee thereof.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at two thousand euros.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary, by her surname, first name, civil status and residence, has signed together with the notary the present original deed.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix février.

Par-devant Maître Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg),

A comparu:

FCT Electronics Group, Inc, une société constituée dans l'état du Delaware ayant son siège social au 615 Dupont Highway, 19901 Dover, Kent, Delaware, United States of America, immatriculée au Delaware Secretary of State – Division of corporations, sous le numéro 4334522

représentée aux fins des présentes par Madame Rachel UHL, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée en février 2011;

ladite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné, restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

La partie comparante est l'actionnaire unique (l'Actionnaire Unique) de FCT Electronics Europe S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 1, rue des Glacis L-1628 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), ayant un capital social de EUR 12.500, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 128004, constituée suivant acte de Maître Martine Schaeffer, en date du 12 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1364 du 5 juillet 2007, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Joseph Elvinger du 16 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1383 du 5 juin 2008 (la «Société»).

L'Actionnaire Unique a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- (i) que l'Actionnaire Unique est l'actionnaire unique de la Société;
- (ii) que le capital social de la Société s'élève à EUR 12.500 divisé en 500 actions d'une valeur nominale de EUR 25 chacune;
- (iii) que l'Actionnaire Unique a décidé de dissoudre la Société avec effet immédiat;
- (iv) que l'Actionnaire Unique est nommée liquidateur de la Société;
- (v) que la Société n'a aucun passif connu autre que celle envers son Actionnaire Unique;
- (vi) que l'Actionnaire Unique déclare avoir reçu ou recevoir tous les actifs de la Société et qu'il prendra en charge (le cas échéant) tout le passif inconnu de la Société à l'heure actuelle;
- (vii) que la Société est partant liquidée et que la liquidation est clôturée;
- (viii) que pleine et entière décharge est donnée au gérant unique de la Société pour l'exercice de son mandat; et
- (ix) que les livres, documents et dossiers de la Société seront conservés durant une période de cinq ans au siège social de la Société ou à tout autre lieu du siège social de tout autre entité substituée, le cas échéant.

Évaluation des Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à deux mille euros.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'à la demande du même comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant connue du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Signé: R.UHL, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 11 février 2011. Relation: LAC/2011/7030. Reçu soixante quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 22 février 2011.

Référence de publication: 2011043796/94.

(110049190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

Grosvenor Continental Europe Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.165.

— EXTRAIT

- Il convient de modifier l'adresse de Monsieur Graham Wilson, administrateur, résidant désormais professionnellement au 11, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- Il convient de modifier l'adresse de Monsieur Jean Bodoni, administrateur, résidant désormais professionnellement au 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 avril 2011.

Référence de publication: 2011050336/14.

(110056065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Charger Lux HoldCo (Onshore) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 65.694,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5D, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 138.249.

En date du 28 janvier 2011, l'associé unique de la société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Michael Butler, en tant que gérant de la société avec effet au 31 janvier 2011
- de nommer Monsieur John Mackenzie, né le 13 juillet 1977 à Glasgow, Ecosse, ayant comme adresse 9 Arundel Gardens London W11 2LN en tant que gérant de la société avec effet au 31 janvier 2011 et ce pour une durée indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011053347/17.

(110058843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2011.

Yanuda S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 33.034.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07.04.11.

Référence de publication: 2011050140/10.

(110055988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2011.

Braycott Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 154.126.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 14 avril 2011.

En date du 14 avril 2011 l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de révoquer Marc Chalmeigné, en tant que gérant de la Société et ce avec effet immédiat.
- de nommer Blaise Garban, salarié, né le 30 janvier 1968 à Viry Chatillon, France, demeurant professionnellement au 46, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet immédiat.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérants

- Jean Marc Lahaye
- Blaise Garban
- Jacques van den Boogaard

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2011.

*Stijn Curfs**Mandataire*

Référence de publication: 2011055363/23.

(110061957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2011.

Garage Norbert BESTGEN, Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 8A, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 11.080.

Par décisions de l'Assemblée Générale en date du 04 avril 2011 a été nommé, jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31.12.2010:

FIDEWA AUDIT S.A., 43, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Réviseur d'Entreprises agréé.

Signatures.

Référence de publication: 2011050330/11.

(110056075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Gift World S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.
R.C.S. Luxembourg B 98.484.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011050331/10.

(110056166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Matériaux de Construction S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 96, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 64.531.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 14 juin 2010

L'assemblée générale a décidé de renouveler le mandat de la Société Fiduciaire Cabexco S.à.r.l. ayant son siège social à L-8080 Bertange, 1 rue Pletzer, Centre Helfent, R.C.S. Luxembourg B. 139890, en qualité de commissaire aux comptes de la Société jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 Avril 2011.

Référence de publication: 2011050435/13.

(110056697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Grosvenor French Retail Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 123.108.

EXTRAIT

Il convient de modifier l'adresse de Monsieur Jean Bodoni, administrateur, résidant désormais professionnellement au 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 avril 2011.

Référence de publication: 2011050338/12.

(110056036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Resolution III Glasgow Nominee S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 135.374.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 18 avril 2011

- La démission de la société Luxembourg Corporation Company S.A., de Monsieur Paul CLARKE et de Madame Valérie INGELBRECHT de leur fonction de gérant de la Société ont été acceptées par l'associé unique avec effet au 15 avril 2011.

- Sont nommés gérants de la Société avec effet au 15 avril 2011 et pour une durée indéterminée:

* La société Lux Business Management S.à r.l. avec siège social au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79 709;

* Mademoiselle Nicola FOLEY, née le 6 octobre 1982 à Dublin, Irlande, avec adresse professionnelle au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

* Monsieur Alan BOTFIELD, né le 22 Décembre 1970 à Stirling, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 18 Avril 2011.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2011054489/22.

(110060907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2011.

Grosvenor Investments (Portugal) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 60.936.

—
EXTRAIT

Il convient de modifier l'adresse de Monsieur Jean Bodoni, gérant, résidant désormais professionnellement au 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 avril 2011.

Référence de publication: 2011050339/12.

(110056035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Apollo CTN S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.012.400,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 106.484.

—
In the year two thousand and eleven, on the seventeenth day of March.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. Apollo European Real Estate Fund II L.P., a limited partnership existing under the laws of the state of Delaware, USA, with a file number with the Delaware Secretary of State of 3775154, having its registered office in the state of Delaware at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle County, Delaware, USA-DE 19808, hereby duly represented by Etienne de Crépy, Avocat, with professional address at 18/20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, by virtue of a proxy given on March 7, 2011;

2. Apollo European Real Estate Fund II (Euro) L.P., a limited partnership organized under the laws of the United Kingdom, with registered office at 2, Manhattanville Road, Purchase–New York, 10577, USA registered with the Company House under number LP 009874, hereby duly represented by Etienne de Crépy, Avocat, with professional address at 18/20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, by virtue of a proxy given on March 7, 2011;

3. Ivor Smith, with professional address at 3, Shirehall Lane, GB – NW4 2PE London, United Kingdom, hereby duly represented by Etienne de Crépy, Avocat, with professional address at 18/20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, by virtue of a proxy given on March 11, 2011;

4. Leopold NOE, with professional address at 5, Wigmore Street, GB-W1U 1PB London, United Kingdom, hereby duly represented by Etienne de Crépy, Avocat, with professional address at 18/20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, by virtue of a proxy given on March 3, 2011;

5. Lynten Limited, a private limited liability company organized under the laws of Gibraltar, with registered office at 57/63, Line Wall Road, GBZ – Gibraltar, registered with the Gibraltar Companies House under number 93253, hereby duly represented by Etienne de Crépy, Avocat, with professional address at 18/20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, by virtue of a proxy given on March 10, 2011;

6. Real Estate Participations and Investments S.A., a public limited liability company (société anonyme) organized under the laws of Switzerland, with registered office at 36, Route de Chêne, CH-1208 Geneva, Switzerland, registered with the Register of Commerce of Geneva under number CH-660-0228-006-7, hereby duly represented by Etienne de Crépy, Avocat, with professional address at 18/20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, by virtue of a proxy given on March 15, 2011;

7. Trazer Limited, a private limited liability company organized under the laws of Gibraltar, with registered office at 57/63, Line Wall Road, GBZ – Gibraltar, registered with the Gibraltar Registrar of Companies under number 93373, hereby duly represented by Etienne de Crépy, Avocat, with professional address at 18/20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, by virtue of a proxy given on March 10, 2011;

Which proxies, after signature “ne varietur” by the proxyholder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties, represented as stated above, are the partners of “Apollo CTN S. à r.l.”, a “société à responsabilité limitée”, with registered office in L-1855 Luxembourg, 43 Avenue J.F. Kennedy, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under the number B 106.484 (the “Company”), incorporated pursuant to a deed of Me Henri HELLINCKX, then residing in Mersch, dated March 3, 2005, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C on July 5, 2005 under number 654.

The Articles of Incorporation have been amended by a deed of the undersigned notary, dated July 3, 2008, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C on September 5, 2008 under number 2170.

All the twenty thousand one hundred twenty-four (20,124) shares of the Company with a par value of one hundred Euro (EUR 100) each, representing the entire subscribed capital of the Company amounting to two million twelve thousand four hundred Euro (EUR 2,012,400) are duly present or represented at the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company (the “Meeting”), which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items of the agenda. The shareholders present or represented declare that (i) they have had due notice of, and have been duly informed of the agenda prior to the Meeting and (ii) they waive the convening notices to the Meeting.

The agenda of the meeting is the following:

- 1) Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire);
- 2) Discharge to the managers of the Company for the exercise of their mandates;
- 3) Appointment of PT Romania S. à r.l. as liquidator in relation to the voluntary liquidation of the Company and determination of his powers;
- 4) Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were taken unanimously.

First resolution

The Meeting decides to dissolve the Company with immediate effect and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The Meeting resolves to grant full discharge to the managers of the Company for the exercise of their mandates.

Third resolution

The Meeting appoints as liquidator PT Romania S. à r.l., a “société à responsabilité limitée”, with registered office in L-1855 Luxembourg, 43 Avenue J.F. Kennedy, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under the number B 92977 in relation to the voluntary liquidation of the Company (the “Liquidator”). The Liquidator shall have the broadest powers as set out in articles 144 and following of the coordinated law on commercial companies of 10 August 1915 (the “Law”). He can also accomplish all deeds foreseen in article 145 of the Law without the prior authorisation of the shareholders’ meeting in the cases where it is required.

The Liquidator will be empowered to distribute the assets in specie and will be empowered to make an interim dividend to the Company’s shareholder, which interim dividend may be effected by way of endorsement of any promissory note (s) in the possession of the Company to the Company’s shareholder.

The Liquidator will prepare a detailed inventory of the Company’s assets and liabilities.

He can, under his own responsibility, and for special and defined operations delegate to one or several proxies parts of his powers which he will define and for the duration fixed by him.

The Meeting further resolves to empower and authorize the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the partners of the Company, in accordance with the rules laid down article 148 of the Law.

The Company will be bound towards third parties by the signature of the Liquidator.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand Euro (EUR 1,000.-).

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation, and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

The document having been read and translated to the mandatory of the appearing persons, said mandatory signed together with us the notary the present original deed.

Suit la traduction française

L'an deux mille onze, le dix-sept mars.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. Apollo European Real Estate Fund II L.P., une société constituée et régie par le droit de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du Secrétariat d'Etat du Delaware, sous le numéro 3775154, ayant son siège social dans l'Etat du Delaware au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle County, Delaware, USA-DE, ici dûment représentée par Etienne de Crépy, Avocat, ayant son adresse professionnelle au 18/20 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 7 mars 2011;

2. Apollo European Real Estate Fund II (Euro) L.P., une société constituée et régie par le droit anglais, enregistrée en Grande Bretagne sous le numéro LP9874, ayant son siège social à Two Manhattanville Road, 2nd Floor, Purchase, NY 10577, USA, ici dûment représentée par Etienne de Crépy, Avocat, ayant son adresse professionnelle au 18/20 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 7 mars 2011;

3. Ivor Smith, ayant son adresse professionnelle au 3, Shirehall Lane, GB-NW4 2PE Londres, Royaume Uni, ici dûment représenté par Etienne de Crépy, Avocat, ayant son adresse professionnelle au 18/20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 11 mars 2011;

4. Leopold NOE, ayant son adresse professionnelle au 5, Wigmore Street, GB-W1U 1PB Londres, Royaume Uni, ici dûment représenté par Etienne de Crépy, Avocat, ayant son adresse professionnelle au 18/20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 3 mars 2011;

5. Lynten Limited une société constituée et régie par le droit de Gibraltar, enregistrée à la Chambre des sociétés de Gibraltar sous le numéro 93253, ayant son siège social au 57/63, Line Wall Road, GBZ – Gibraltar, ici dûment représentée par Etienne de Crépy, Avocat, ayant son adresse professionnelle au 18/20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 10 mars 2011;

6. Real Estate Participations and Investments S.A., une société anonyme constituée et régie par le droit Suisse enregistrée au registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro CH-660-0228-006-7 ayant son siège social au 36, Route de Chêne, CH-1208 Genève, ici dûment représentée par Etienne de Crépy, Avocat, ayant son adresse professionnelle au 18/20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 15 mars 2011;

7. Trazzer Limited, une société constituée et régie par le droit de Gibraltar, enregistrée à Gibraltar sous le numéro 93373, ayant son siège social au 57/63, Line Wall Road, GBZ – Gibraltar, ici dûment représentée par Etienne de Crépy, Avocat, ayant son adresse professionnelle au 18/20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 10 mars 2011;

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par les comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, déclarent être les associées de la société à responsabilité limitée «Apollo CTN S. à r.l.», avec siège social à L-1855 Luxembourg, 43 Avenue J.F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 106484 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Me Henri HEL-LINCKX, alors de résidence à Mersch, le 3 mars 2005 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C le 5 juillet 2005 sous le numéro 654.

Les statuts ont été modifiés par un acte du notaire instrumentaire en date du 3 juillet 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C le 5 septembre 2008 sous le numéro 2170.

Toutes les vingt mille cent vingt-quatre (20.124) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de cent Euros (EUR 100) chacune, représentant la totalité du capital souscrit de la Société d'un montant de deux millions douze mille quatre cents Euros (EUR 2.012.400) sont présentes ou représentées à l'assemblée qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour. Les associés présents ou représentés déclarent (i) avoir été dûment convoqués à l'assemblée générale extraordinaire des associés («l'Assemblée») et informés de l'ordre du jour et (ii) renoncer aux formalités de convocation à ladite Assemblée.

Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

- 1) Dissolution de la Société et décision de mise en liquidation volontaire de la Société;
- 2) Octroi de décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat;
- 3) Nomination de PT Romania S. à r.l. comme liquidateur dans le cadre de la liquidation volontaire de la Société et définition de ses responsabilités;
- 4) Divers.

Suite à cet ordre du jour, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité des associés.

Première résolution

L'Assemblée décide la dissolution de la Société avec effet immédiat et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de donner pleine et entière décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat.

Troisième résolution

L'Assemblée désigne comme liquidateur «PT Romania S. à r.l.», une société à responsabilité limitée avec siège social à L-1855 Luxembourg, 43 Avenue J.F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 92977 en relation avec la liquidation volontaire de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la «Loi»). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur a le droit de distribuer les actifs en espèces et également de verser aux actionnaires dans l'intérêt de la société des avances sur le produit de la liquidation, lesquelles distributions d'avances pourront être réalisées par l'endossement de billets à ordre détenus par la Société au profit de son actionnaire.

Le Liquidateur préparera un inventaire détaillé des actifs et passifs de la Société

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

L'Assemblée décide en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion à verser des acomptes sur le boni de liquidation, aux associés de la Société conformément aux dispositions de l'article 148 de la Loi.

La Société sera engagée envers les tiers par la signature du Liquidateur.

Frais

Les dépenses, frais et rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte sont estimés à environ mille euros (EUR 1.000,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E. de Crépy et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 mars 2011. LAC/2011/13234. Reçu douze euros EUR 12,-

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2011.

Référence de publication: 2011043143/181.

(110049115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Lumedia Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 78.209.

Extrait de résolutions du 18 février 2011 et du 07 avril 2011

Extrait des résolutions des conseils d'administrations tenus le 18 février 2011 et le 07 avril 2011:

1. Le conseil d'administration, dans sa réunion du 18 février 2011, décide d'accepter la démission de la société CONSOLIDATION COMPANY LUXEMBOURG S.A., de son poste d'administrateur et décide de nommer comme nouvel administrateur, Madame Daisy TCHEN- WOO, née le 07 avril 1953 à Hong Kong et demeurant à L-2154 Luxembourg au 2, square Aloyse Meyer, pour un mandat de 1 an jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2012.

2. Le conseil d'administration, dans sa réunion du 07 avril 2011, décide d'accepter la démission de Madame Viviane SCHOETTER-RECH, de son poste d'administrateur-délégué et de nommer comme nouvel administrateur-délégué, pour

un mandat de 1 an, Madame Daisy TCHEN- WOO, née le 07 avril 1953 à Hong Kong et demeurant à L-2154 Luxembourg au 2, square Aloyse Meyer, qui avec sa signature unique pourra engager valablement la société.

Les présentes résolutions seront entérinées lors de la prochaine assemblée générale
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 avril 2011.

Georges GONDON

Administrateur

Référence de publication: 2011055799/23.

(110062499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

GEOPF Langenfeld G.P. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 123.679.

En date du 8 avril 2011, l'associé unique a révoqué PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, de son mandat de réviseur d'entreprise avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2011.

Pour la Société

TMF Management Luxembourg S.A.

Signataire autorisé

Référence de publication: 2011050342/15.

(110056410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Vicus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5540 Remich, 18, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 75.781.

AUSZUG

Aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 16. Juni 2010 geht hervor dass:

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder:

Frau Paquet-Horst Hildegard, verbesserter Name, geboren am 24/10/1941 in Trier, wohnhaft in L-5620 Mondorf-les-Bains, 7, rue Jean-Pierre Ledure; Herr Apprederis Dieter, geboren am 04/11/1941 in Rockershausen / Saarbrücken, wohnhaft in D-66740 Saarlouis, 1, Tulpenweg;

Und Frau Paquet-Ernst Suzette, geboren am 24/07/1967 in Bad Schwalbach, wohnhaft in D-01328 Dresden, 86, Zschengrundring,

werden bis zur Generalversammlung des Jahres 2016 verlängert.

Das Mandat des Rechnungskommissars die Gesellschaft Fidu-Concept Sarl, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B 38.136, mit Sitz in 36, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, wird bis zur Generalversammlung des Jahres 2016 verlängert.

Für gleichlautenden Auszug

Référence de publication: 2011054920/20.

(110062221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2011.

IGIPT Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 112.369.

EXTRAIT

- Il convient de modifier l'adresse de Monsieur Graham James Wilson, administrateur, résidant désormais professionnellement au 11, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- Il convient de modifier l'adresse de Monsieur Jean Bodoni, administrateur, résidant désormais professionnellement au 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 avril 2011.

Référence de publication: 2011050375/14.

(110056044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Ilan's S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 37, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 141.533.

Il résulte de la réunion des associés en date du 22 mars 2011 que Monsieur GORGE Alain né le 26 janvier 1955 à Luxembourg et demeurant à L-1712 Luxembourg, 15, rue de Halanzy, démissionne du poste de gérant technique avec effet au 22 mars 2011.

Monsieur MAROLDT Christian né le 16 décembre 1961 à Luxembourg, demeurant L-5828 Fentange, 17, rue Gewaennchen est nommé gérant technique unique de la société avec pouvoir de signature unique et illimitée.

Suite à ce qui précède, Monsieur MAROLDT Christian est à rayer en tant que gérant administratif auprès du Registre de commerce.

Référence de publication: 2011050376/14.

(110056088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Immo Petschend S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7220 Walferdange, 150, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 135.904.

Les Comptes annuels au 31/12/2009, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011050378/11.

(110056713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Red & Black Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.390.997,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 129.047.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société du 12 avril 2011

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société du 12 avril 2011 que:

- Les associés ont accepté la démission de Peter Gibbs, en tant que gérant de la Société, avec effet immédiat;

- Les associés ont nommé Cédric Pedoni, né le 24 mars 1975 à Villerupt, France, ayant son adresse professionnelle au 282, route de Longwy; L-1940 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de la Société, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Il en résulte qu'à compter du 12 avril 2011, le conseil de gérance de la Société est composé comme suit:

- Séverine Michel
- David Sullivan
- Cédric Pedoni
- Fabio Andreottola
- Romain Thillens
- Jérôme Desforges de Bragelongne

Séverine Michel

Gérante

Référence de publication: 2011056099/23.

(110062669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Société Immobilière du Parc des Expositions de Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 10, Circuit de la Foire Internationale.

R.C.S. Luxembourg B 32.511.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du vendredi 23 avril 2010

L'assemblée générale approuve la nomination au fonction d'administrateur de Monsieur Pierre BARTHELME, résidant 5, rue Staebierg, L-3718 Rumelange.

Le mandat de Monsieur Pierre BARTHELME viendra à échéance à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire de 2013 statuant sur les comptes de 2012.

Luxembourg, le 11 avril 2011.

Pour extrait conforme

Société Immobilière du Parc des Expositions de Luxembourg

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES P.M.E.

SOCIETE ANONYME

Signature

Référence de publication: 2011053983/19.

(110059459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2011.

Sitback S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 158.825.

EXTRAIT

Il résulte des délibérations du Conseil de Gérance en date du 15 avril 2011 que, sur base du contrat de transfert de parts sociales signé en date du 07/04/2011, le Conseil de Gérance a accepté à l'unanimité que les parts sociales de la société ayant une valeur de EUR 1,- chacune, seront désormais réparties comme suit:

Désignation de l'associé	Nombre de parts
Mr. Sergey Baharev	12.500
TOTAL	12.500

Luxembourg, le 15 avril 2011.

Référence de publication: 2011053827/17.

(110060065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.

Vêtements Bassani s.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-4405 Soleuvre, 22, rue Léon Kauffman.

R.C.S. Luxembourg B 34.268.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire WBM

Signature

Experts comptables et fiscaux

Référence de publication: 2011053877/13.

(110059342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2011.